

Norme de classification internationale des données administratives relatives à la traite des personnes



(ICS-TIP)

Version de travail

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ou de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC). Les désignations employées et la présentation des documents tout au long de l'ouvrage n'impliquent pas l'expression, par l'OIM et l'ONUDC, d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.

L'OIM est attachée au principe selon lequel des migrations ordonnées et respectueuses de la dignité humaine sont bénéfiques aux migrants et à la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale pour aider à relever les défis opérationnels que pose la migration ; favoriser la compréhension des questions migratoires ; encourager le développement économique et social par la migration ; et préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Publié par : Organisation internationale pour les migrations
17 route des Morillons
Boîte postale 17
1211 Genève 19
Suisse
Tél. : +41 22 717 9111
Fax : +41 22 798 6150
Courriel : hq@iom.int
Site Web :
www.iom.int

Le présent document a été publié sans l'approbation de l'Unité des publications de l'OIM (PUB) pour ce qui est du respect de la marque et des normes stylistiques de l'OIM.

Citation requise : Organisation internationale pour les migrations (OIM) et Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), 2023. *Norme de classification internationale des données administratives relatives à la traite des personnes (ICS-TIP)*. OIM, Genève.

© 2023 Organisation internationale pour les migrations (OIM)



Certains droits réservés. Cet ouvrage est mis à disposition au titre de la [licence Creative Commons Attribution – Organisations intergouvernementales \(CC BY-NC-ND 3.0 IGO\)*](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode).

Pour plus de détails, voir la section [Droit d'auteur et conditions d'utilisation](#).

Le présent ouvrage ne doit pas être utilisé, publié ou rediffusé dans l'intention première d'en obtenir un avantage commercial ou une compensation financière, sauf à des fins éducatives, par exemple, aux fins de son intégration dans un manuel.

Autorisations : Toute demande concernant l'utilisation à des fins commerciales ou les droits et licences doit être adressée à publications@iom.int.

* <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode>

Norme de classification internationale des données administratives relatives à la traite des personnes

(ICS-TIP)

Version de travail

La présente initiative a été généreusement financée par le Bureau chargé de la population, des réfugiés et des migrations (PRM) du Département d'État des États-Unis et par le Fonds de l'OIM pour le développement. Le contenu du présent document relève de la responsabilité des auteurs et ne correspond pas nécessairement aux vues du PRM ou du Fonds de l'OIM pour le développement.



IOM
UN MIGRATION

FONDS DE
L'OIM POUR LE
DEVELOPPEMENT

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES, ACRONYMES ET FORMES ABRÉGÉES	4
REMERCIEMENTS	5
POURQUOI CRÉER UNE NORME DE CLASSIFICATION PARTICULIÈRE POUR LES DONNÉES ADMINISTRATIVES RELATIVES À LA TRAITE DES PERSONNES ?	1
DÉFINITION DE LA TRAITE DES PERSONNES	2
OBJECTIF DE LA NORME ICS-TIP	4
LIENS AVEC D'AUTRES NORMES DE CLASSIFICATION INTERNATIONALES	6
UNITÉS DE CLASSIFICATION	7
Unités de description et variables de ventilation	8
Établir des modèles de données relationnels	10
Aspects pratiques de l'adaptation du modèle de données relationnel à un ensemble de données bidimensionnel	12
ORGANISATION DU CONTENU	15
Échelons	15
Échelon 1 – Variables de ventilation élémentaires	17
Échelon 2 – Variables de ventilation avancées	17
Échelon 3 – Variables de ventilation facultatives	18
Variables et sous-variables de ventilation	19
Conventions d'appellation	19
CLASSIFICATION	21
Échelon 1 – Unité de base et variables de ventilation élémentaires	21
Unité de base : le fait de traite	21
Échelon 2 – Variables de ventilation avancées	22
ANNEXE A – DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES TROIS ÉCHELONS	24
Échelon 1 – Unité de base et variables de ventilation élémentaires	24
Unité de base : le fait de traite	24
Échelon 2 - Variables de ventilation avancées	36
Échelon 3 - Variables de ventilation facultatives	42
NOMENCLATURE DES BRANCHES D'ACTIVITÉ	28

SIGLES, ACRONYMES ET FORMES ABRÉGÉES

CITI	Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique
Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage	Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage (1956)
DESA	Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies
ICCS	Classification internationale des infractions à des fins statistiques
OIM	Organisation pour les migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
Norme ICS-TIP	Norme de classification internationale des données administratives relatives à la traite des personnes
Protocole des Nations Unies relatif à la traite des personnes	Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (2000)

REMERCIEMENTS

Le présent guide a été élaboré conjointement par l'OIM et l'ONUDC ; les membres de l'équipe principale, composée de Kelly Gleason (experte consultante), de Harry Cook, Claire Galez-Davis, Marianne Lane, Stine Laursen et Lorraine Wong (OIM), et de Jesper Bay Kruse Samson, Fabrizio Sarrica et Giulia Serio (ONUDC), ont bénéficié des précieux conseils et contributions d'un grand nombre de personnes.

L'équipe tient à remercier tout particulièrement Darren Edge, de Microsoft Research, pour sa contribution majeure au chapitre V et à l'annexe 6. Elle exprime également sa gratitude à Eduardo Zambrano, de l'Unité de la Matrice de suivi des déplacements, au siège de l'OIM, pour sa contribution aux travaux sur les données synthétiques.

L'équipe remercie les membres du personnel de l'OIM et de l'ONUDC suivants pour leur précieuse contribution et leurs observations sur le projet : Linda Cottone, Samantha Donkin, Estefania Guallar Ariño, Mai Hattori, Natália Maciel, Nuno Nunes, Karla Picado, Antonio Polosa, Verena Sattler, Gabriel Schirvar, Irene Schoefberger, Joseph Slowey, Christina Vasala Kokinakki et Aida Zedevic (OIM) ; Enrico Bisogno, Salome Flores Sierra, Morgane Nicot, Zoi Sakellidou et David Rausis (ONUDC).

La présente norme de classification fait fond sur des consultations bilatérales avec des représentants des pouvoirs publics et des membres du personnel de l'OIM et de l'ONUDC. Le processus s'est achevé par un atelier à distance tenu en mai 2021, au cours duquel le projet de norme de classification a été présenté pour avis et validation. L'équipe est extrêmement redevable à toutes les parties prenantes qui ont pris part à ces consultations et à l'atelier, notamment les membres du personnel de l'OIM et de l'ONUDC qui ont coordonné les consultations avec leur gouvernement respectif.

L'équipe tient à remercier les personnes suivantes (noms classés par ordre alphabétique) : Mary Allen (Statistique Canada), Sofía Arce (Bureau régional de l'OIM, San José), Kathy AuCoin (Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada), Simon Barrett (Ministère du commerce, de l'innovation et de l'emploi, Nouvelle-Zélande), Santiago Baruh (Walk Free), Allen Beck (Ministère de la justice, États-Unis), Oscar Jaimes Bello (Institut national de la statistique et de la géographie, Mexique), Leila Benaddou (Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite d'êtres humains, France), Phil Bennett (consultant indépendant), Jacqueline Bhabha (FXB Center for Health and Human Rights, Université d'Harvard), Alexandra Bonnie (Bureau régional de l'OIM, San José), Katherine M. Borgen (Bureau de surveillance et de lutte contre la traite d'êtres

humains, Département d'État des États-Unis), Vanessa Bouché (Bouché Associates), Doreen Boyd (Rights Lab, Université de Nottingham), Jessie Brunner (Centre pour les droits de l'homme et la justice internationale, Université de Stanford), Gergana Bulanova-Hristova (Bureau fédéral de la police criminelle, Allemagne), Patrick Burland (OIM, Londres), Matteo Busto (Bureau régional de l'OIM, Pretoria), Claudia Cappa (UNICEF), Laura Carpier (OIM Pays-Bas), Jose Guillermo Castillo Koschnick (Institut national de la statistique et de la géographie, Mexique), Frantz Celestin (OIM, Nigéria), Katherine Chon (Bureau chargé de la traite des personnes, Ministère de la santé et des services sociaux, États-Unis), Asha Clarke (Sécurité publique Canada), Kate Cooper (Bureau chargé de la traite des personnes, Ministère de la santé et des services sociaux, États-Unis), Shirley Cuillierier (Sécurité publique Canada), Raquel Damiao (Emploi et développement social Canada), Meredith Dank (John Jay College of Criminal Justice, City University of New York), Elizabeth Darlington (OIM, Washington), Luis Fabiano de Assis (Bureau du ministère public chargé du travail, Brésil), Michaelle De Cock (OIT), Richard de Souza (Ministère de l'intérieur, Royaume-Uni), Ieke de Vries (Institute of Criminal Law and Criminology, Université de Leyde), Jenniffer Dew (OIM, Londres), Fatimata Dieng (OIM, Sénégal), Maria Dimitrova (Commission nationale de la lutte contre la traite d'êtres humains, Bulgarie), Davina Durgana (Walk Free), Darren Edge (Microsoft Research), Eric V. Edmonds (Dartmouth College), Ahmad Fahim (OIM, Canada), Tina Faulkner (Ministère du travail, États-Unis), Lisa Fischer (Bureau fédéral de la police criminelle, Allemagne), Marlene Fischer (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada), Vanessa Foronda (OIM, Mexique), Alison Gardner (Rights Lab, Université de Nottingham), Laura Gauer Bermudez (Fonds mondial de lutte contre les formes contemporaines d'esclavage), Alexander Gelovski (OIM, Bulgarie), Alexis Gerbeaux (Service statistique ministériel de la sécurité intérieure, France), Elizabeth Gerrior (Polaris), Sara Gilmer (Ministère de la Justice, États-Unis), Aileen Girouard (Agence des services frontaliers du Canada), Nadine Gies (Bureau fédéral de la police criminelle, Allemagne), Clare Gollop (Service de lutte contre la violence des Midlands de l'Ouest, Royaume-Uni), James Goulding (Rights Lab, Université de Nottingham), Jessica Gourmelen (Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains, France), Lorenzo Guarcello (OIT), Claudia Guidi (Ministère du travail, États-Unis), Nadia Guiliano (Centre de lutte contre la traite d'êtres humains, Canada), Guy Grossman (Département de sciences politiques, Université de Pennsylvanie), Nana-Ama Gyapomaah (Bureau régional de l'OIM, Pretoria), Suze Hageman (Rapporteur national sur la traite des êtres humains et la violence sexuelle contre les enfants, Pays-Bas), Javier Hernandez (ONUDC, Mexique), Thi Hoang (Journal of Illicit Economies and Development, Global Initiative Against Transnational Organized Crime), Jacinta Hofnie (Communauté de développement de l'Afrique australe),

Cecilia Hyunjung Mo (Université de Californie, Berkeley), Deyana Ilieva (Commission nationale de la lutte contre la traite d'êtres humains, Bulgarie), Graciela Incer (Bureau régional de l'OIM, San José), Pamela Ingeri (Sécurité publique Canada), Orla Jackson (Freedom Fund), Phineas Jasi (siège de l'OIM), Duncan Jepson (Liberty Shared), Sarah Johnston-Way (Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada), Vera J. Kiefer (Bureau chargé de la traite des personnes, Ministère de la santé et des services sociaux, États-Unis), Saskia Kok (OIM, Nigéria), Mónica Lara (ONUDC Mexique), Denise Lassar (Bureau régional de l'OIM, Vienne), Yuki Lo (Freedom Fund), Abigail Long (Bureau chargé de la surveillance et de la lutte contre la traite des personnes, Département d'État des États-Unis), Dilana Lopez (Bureau régional de l'OIM, San José), Kate Lytvynets (Microsoft Research), Pieter Maas (OIM, Pays-Bas), Euan Mackay (Freedom Fund), Kachi Madubuko (Bureau de liaison spécial de l'OIM à Addis-Abeba), Alem Makonnen (Bureau régional de l'OIM, Pretoria), Cécile Malassigné (Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains, France), Paola Martinez (OIM, Bolivie), Anjali Mazumder (The Alan Turing Institute), Mark McCarthy (Bureau régional de l'OIM, San José), Craig Melson (techUK), Sélomé Migan (OIM, Sénégal), Roxane Milot (Affaires mondiales Canada), Kacy Mixon (USAID), Mariyana Mladenova (Commission nationale de lutte contre la traite d'êtres humains, Bulgarie), Elisabeth Moiron-Braud (Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite d'êtres humains, France), Khaila Montgomery (Ministère de la santé et des services sociaux, États-Unis), Godwin Morka (Agence nationale pour la lutte contre la traite des êtres humains, Nigéria), Nikki Moruti (Communauté de développement de l'Afrique australe), Alphonci Muradza (Communauté de développement de l'Afrique australe), Amina Muratovic (OIM, Bolivie), Awa Ndour (Cellule nationale de lutte contre la traite des personnes, Sénégal), Mody Ndiaye (Cellule nationale de lutte contre la traite des personnes, Sénégal), Olatunde Olayemi (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), Monica Pardo (OIM, Bolivie), Rita Penedo (Observatoire sur la traite d'êtres humains, Ministère de l'intérieur, Portugal), Clara Perez Lopez (OIM, Sénégal), Dobryana Petkova (Commission nationale de lutte contre la traite d'êtres humains, Bulgarie), Elizabeth Pfenning (Bureau chargé de la lutte contre la traite d'êtres humains, Ministère de la santé et des services sociaux, États-Unis), Karla Picado (Bureau régional de l'OIM, San José), Ana Catalina Picado (Bureau régional de l'OIM, San José), Antonio Polosa (OIM, Pays-Bas), André Portela Fernandes de Souza (École d'économie de São Paulo, Fondation Getulio Vargas), Mathilde Poulhes (Service statistique ministériel de la sécurité intérieure, Ministère de l'intérieur, France), Gabriela Rodríguez César (Bureau régional de l'OIM, San José), Nerimana Rifatbegovic (OIM, Bosnie-Herzégovine), Ashley Russell (Bureau chargé des victimes de la criminalité, Ministère de la justice, États-Unis), Rachel Sanchez (OIM,

Washington), Mark Schindel (Sécurité publique Canada), Irene Schoefberger (Centre mondial d'analyse des données sur la migration de l'OIM), Katarina Schwarz (Rights Lab, Université de Nottingham), Tamara Sepiurka (OIM, Argentine), Bernard Silverman (Rights Lab, Université de Nottingham), Wonesai Sithole (Bureau régional de l'OIM, Pretoria), Jeni Sorensen (Innovations for Poverty Action), Amandine Sourd (Service statistique ministériel de la sécurité intérieure, Ministère de l'intérieur, France), Radoslav Stamenkov (OIM, Bulgarie), April Stewart (Fonds mondial de lutte contre les formes contemporaines d'esclavage), Shannon Stewart (Fonds mondial de lutte contre les formes contemporaines d'esclavage), Hanni Stoklosa (HEAL Trafficking), Agar Tamayo (OIM, Bolivie), Rhidian Thomas (Ministère de l'intérieur, Royaume-Uni), Sarah Tietze (OIM, Allemagne), Sharyn Titchener (Ministère de l'enfance, Nouvelle-Zélande), Alessandro Tudino (Ministère des opportunités, Italie), J. J. M. van Dijk (Faculté de droit de Tilburg, Département de droit pénal, Université de Tilburg), Christina Vasala Kokkinaki (siège de l'OIM), Kyle Vincent (chercheur indépendant), Ilse Waindrich (OIM, Pays-Bas), Emily Wyman (Rights Lab, Université de Nottingham), Monica Zaldivar (OIM, Mexique), Veronica Zeitlin (Bureau des affaires internationales du travail, Ministère du travail, États-Unis), Sheldon Zhang (School of Criminology and Justice Studies, Université du Massachusetts-Lowell), Cathy Zimmerman (London School of Hygiene and Tropical Medicine).

L'équipe remercie également le forum « Consultations intergouvernementales sur le droit d'asile, les réfugiés et les migrations », qui a contribué à la tenue de consultations avec ses États membres, ainsi que Leila Ben Ali et Samson Bel-Aube Nougbohohoue (Commission de l'Union africaine, Institut de statistique de l'Union africaine (STATAFRIC)), qui ont permis à l'équipe de présenter le projet aux États membres de l'Union africaine.

L'équipe souhaite également remercier les personnes qui ont contribué à l'édition, à la mise en page et à la conception graphique du rapport, notamment Susan Mutti et Joseph Rafanan.

Enfin, l'équipe tient à remercier tout particulièrement le Bureau chargé de la population, des réfugiés et des migrations du Département d'État des États-Unis et l'Unité du Fonds de l'OIM pour le développement, qui ont apporté leur soutien à l'élaboration de ce guide.

POURQUOI CRÉER UNE NORME DE CLASSIFICATION PARTICULIÈRE POUR LES DONNÉES ADMINISTRATIVES RELATIVES À LA TRAITE DES PERSONNES ?

Alors que les pays sont de plus en plus nombreux à relever le défi de la lutte contre la traite des personnes, les efforts visant à améliorer la collecte et l'analyse des données, aux fins d'une meilleure compréhension du phénomène, commencent à prendre de l'ampleur. Partant, alors que de plus en plus de pays rendent compte de la situation dans le domaine, ou s'efforcent de le faire, il semble légitime de normaliser les activités de collecte des données. Les normes et lignes directrices internationales qui définissent des pratiques exemplaires sont essentielles pour produire des informations de la plus haute qualité et veiller à ce que les personnes soient correctement protégées contre les préjudices éventuels. En l'absence d'un ensemble commun d'indicateurs reposant sur des définitions normalisées, il est difficile pour les pays de prendre la mesure du problème, que ce soit au niveau local ou mondial. De même, sans base factuelle solide, il est difficile pour les dirigeants d'élaborer des politiques et de prévoir des interventions ciblées pour lutter contre la traite des êtres humains.

À cette fin, l'OIM a mis au point, en partenariat avec l'ONUDD, une norme de classification internationale commune, la norme ICS-TIP (pour « International Classification Standard for Administrative Data on Trafficking in Persons »), qui vise à faciliter la production et la diffusion de données administratives de haute qualité relatives aux différents aspects de l'infraction constituée par la traite des personnes. La norme ICS-TIP conceptualise les caractéristiques des individus, des faits et des organismes liés à une affaire de traite des personnes, en vue d'établir des données brutes faciles à agréger, qui pourront être utilisées par les pouvoirs publics à des fins diverses, mais aussi relayées et diffusées aux niveaux national, régional ou international.

Au niveau national, de nombreux pays peinent à harmoniser les données disparates recueillies auprès des différents acteurs et organismes qui participent à la lutte contre la traite des êtres humains. Les autorités de police, les spécialistes du domaine et les travailleurs de première ligne n'ont pas toujours une vision claire du type de données qu'il convient de recueillir ni des modalités à respecter en la matière; c'est également souvent le cas des services publics et des unités administratives (États, régions, communes). Recueillir des données de façon rigoureuse et normalisée semble plus difficile encore dans les pays où les structures publiques sont plus décentralisées. Il est essentiel que les différents acteurs concernés dans un territoire, un État ou une commune recueillent des données similaires sur le fond et la forme.

L'harmonisation des données peut aussi grandement contribuer à la lutte contre la traite des personnes au niveau international. En effet, l'infraction en question a une dimension nationale mais aussi transnationale. Les flux de traite et les réseaux criminels qui les organisent ne connaissent pas de frontières et peuvent s'étendre sur plusieurs continents. Les États peuvent coopérer et partager leurs connaissances pour mieux comprendre la nature de ces flux et les itinéraires qu'ils suivent et élaborer et mettre en œuvre sur cette base des politiques régionales et internationales efficaces.

Si l'on parvient à rassembler des données administratives de façon ordonnée et efficace, auprès de sources variées, en particulier auprès des acteurs qui ont davantage accès aux communautés affectées, ou qui ont des connaissances théoriques et pratiques plus poussées sur la nature de l'infraction, on peut légitimement espérer élargir la base de données probantes.

Pour résumer, on peut dire qu'on a besoin de données plus nombreuses et de meilleure qualité et que, pour les obtenir, il faut adopter une approche systématique et normalisée, qui permette de repérer et compiler un ensemble commun d'indicateurs fiables et précis. L'adoption d'une norme de classification internationale commune en vue d'établir un système et un ensemble d'indicateurs de ce type constitue un premier pas vers la résolution des problèmes de comparabilité des données et permettra de produire des statistiques mondiales plus fiables et plus robustes sur la traite des personnes.

Le présent document est assorti d'un manuel d'utilisation, dans lequel on trouvera des orientations relatives à l'application pratique de la norme ICS-TIP, y compris des recommandations sur la collecte, la gestion, l'échange et la communication de données administratives sur la traite des personnes.

DÉFINITION DE LA TRAITE DES PERSONNES

Aux fins de la norme ICS-TIP, la traite des personnes est définie comme à l'article 3 du protocole des Nations Unies relatif à la traite des personnes¹ (voir encadré 1). La Classification internationale des infractions à des fins statistiques (ICCS, pour « International Classification of Crime for Statistical

¹ Le protocole des Nations Unies relatif à la traite des personnes a été adopté par l'Organisation des Nations Unies en novembre 2000, parallèlement à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Il s'agit du premier instrument juridiquement contraignant comportant une définition internationalement reconnue de la traite d'êtres humains. Cette définition constitue un outil essentiel pour l'identification des victimes, qu'il s'agisse d'hommes, de femmes ou d'enfants, et pour la détection de toutes les formes d'exploitation qui relèvent de la traite d'êtres humains. Les pays qui ratifient le protocole doivent ériger la traite d'êtres humains en infraction pénale et mettre en place des lois visant à lutter contre ce phénomène conformément aux dispositions du texte. Pour plus de précisions, voir à l'adresse www.unodc.org/unodc/en/human-trafficking/protocol.html.

Purposes ») utilise la même définition.

ENCADRÉ 1 : Article 3 du Protocole des Nations Unies relatif à la traite des personnes

Aux fins du présent Protocole:

- a) L'expression « traite des personnes » désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes ;
- b) Le consentement d'une victime de la traite des personnes à l'exploitation envisagée, telle qu'énoncée à l'alinéa a) du présent article, est indifférent lorsque l'un quelconque des moyens énoncés à l'alinéa a) a été utilisé ;
- c) Le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil d'un enfant aux fins d'exploitation sont considérés comme une « traite des personnes » même s'ils ne font appel à aucun des moyens énoncés à l'alinéa a) du présent article ;
- d) Le terme « enfant » désigne toute personne âgée de moins de 18 ans.

Conformément à la définition de la traite des personnes énoncée dans le protocole des Nations Unies susmentionné, les notions de travail forcé, d'esclavage, de pratiques analogues à l'esclavage et de mariage forcé sont définies dans la classification comme des finalités de la traite des personnes. Il est renvoyé à cet égard aux instruments internationaux dans lesquels ces différentes notions sont définies, à savoir la convention (n° 29) de l'OIT sur le travail forcé, 1930, (article 2), et la convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage (pour l'esclavage, les pratiques analogues à l'esclavage et le mariage forcé)². En revanche, la notion d'esclavage moderne, qui est un terme générique destiné à englober diverses pratiques d'exploitation et d'abus (y compris la traite des personnes), n'a pas de fondement juridique et n'est donc pas utilisée dans le cadre de la norme ICS-TIP.

OBJECTIF DE LA NORME ICS-TIP

La norme ICS-TIP vise à accroître la qualité de la collecte et de la communication des données en améliorant l'harmonisation et la comparabilité de celles-ci, et ce grâce à des définitions normalisées. Dans leur définition des faits de traite des personnes, les États s'écartent rarement de la définition internationale énoncée dans le protocole des Nations Unies relatif à la traite des personnes. Par conséquent, ils recensent et enregistrent pour l'essentiel des faits qui peuvent être considérés comme compatibles aux fins de la communication de statistiques au niveau international.

Définir la traite des personnes à des fins juridiques ou administratives est une opération qui ne doit pas être confondue avec celle qui consiste à créer une définition opérationnelle très spécialisée à des fins statistiques avancées, et ce n'est pas le but de la norme ICS-TIP. La normalisation permettra une communication de données cohérentes, indépendamment du territoire, de la région ou du pays, sur la base de définitions unifiées et de catégories suffisamment souples pour pouvoir s'adapter de façon indifférenciée à des normes nationales raisonnables. L'objectif de la norme ICS-TIP est d'harmoniser la collecte des données administratives afin que les administrations publiques puissent établir des indicateurs très pertinents et identiques, selon les mêmes modalités.

² Pour le mariage forcé, voir également Assemblée générale des Nations Unies, résolution 2200A (XXI), [Pacte international relatif aux droits civils et politiques](#), 1966, article 8 ; Assemblée générale des Nations Unies, résolution 71/175, [Mariage d'enfants, mariages précoces et mariages forcés](#), A/RES/71/175 (2017) ; Assemblée générale des Nations Unies, résolution 1763 A (XVII), [Convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages](#), 1962 ; et Assemblée générale des Nations Unies, résolution 34/180, [Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes](#), 1979.

Par ailleurs, il est important de noter que la norme ICS-TIP *n'est pas* destinée à être utilisée pour repérer les victimes ou pour déterminer quelles personnes devraient être recensées comme telles par les systèmes d'enregistrement administratif nationaux. En effet, elle porte sur un processus différent, qui va plus loin que la simple collecte de données administratives (une opération qui le précède). Des orientations et des recommandations ont été formulées sur cet autre aspect, qui a fait l'objet d'une abondante littérature³.

³ Voir OIM, *The IOM Handbook on Direct Assistance for Victims of Trafficking* (Genève, 2015) ; *IOM Guidance on Referral Mechanisms* (Genève, 2019) ; *IOM Handbook on Protection and Assistance to Migrants Vulnerable to Violence, Exploitation and Abuse* (Genève, 2019) ; ONUDC, *Référentiel d'aide à la lutte contre la traite des personnes : Programme mondial contre la traite d'êtres humains* (Nations Unies, New York, 2008) (voir en particulier le chapitre 6 et l'outil 6.4) ; et ONUDC, *Indicateurs de la traite des personnes*. Diverses séries d'indicateurs de la traite ont également été établies par d'autres organisations, comme suit : OIT, *Operational indicators of trafficking in human beings* (version révisée de septembre 2009) ; Cathy Zimmerman et Charlotte Watts, *WHO ethical and safety recommendations for interviewing trafficked women* (OMS, Genève, 2003).

LIENS AVEC D'AUTRES NORMES DE CLASSIFICATION INTERNATIONALES

Les principes de la norme ICS-TIP correspondent très largement à ceux d'autres normes internationales, applicables à des types de données administratives connexes, notamment les statistiques du travail et les statistiques de la criminalité. Il y a un avantage évident à procéder de la sorte lorsque cela est possible. Tout d'abord, ces normes bien établies ont déjà été rigoureusement évaluées par des groupes d'experts internationaux et, dans certains cas, elles ont été mises à jour et rééditées à plusieurs reprises, afin de maximiser leur robustesse et leur pertinence. En outre, les normes internationales de classification des données pour les statistiques du travail et de la criminalité sont déjà largement utilisées par les administrations publiques, ce qui favorisera l'adoption de la norme ICS-TIP. Enfin, l'adoption de classifications de données établies par des experts dans différents domaines permet non seulement de garantir une collecte et une gestion des données de la plus haute qualité, mais aussi de faciliter l'harmonisation homogène de nombreux types de données administratives.

L'établissement de liens entre les normes applicables aux données en vigueur dans différents domaines ou disciplines est une pratique courante dans les systèmes de classification internationale. Ainsi, l'ICCS, la classification internationale de l'ONUDC, utilise, pour catégoriser les infractions pénales causant des atteintes à l'intégrité physique ou la mort, un codage conforme à celui adopté par la Classification internationale des maladies de l'OMS aux fins de la gestion de la santé et de la communication d'informations statistiques sur les morts violentes résultant de l'utilisation de la force par un être humain. De même, dans la classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) du Département des affaires économiques et sociales (DAES) de l'ONU, le classement de la productivité économique est également conçu dans un souci de concordance optimale avec diverses normes de classification économique, telles que la Classification centrale de produits, qui répertorie la production économique des produits, et la Classification internationale type des professions de l'OIT⁴.

⁴ En outre, comme indiqué dans le document du DESA, *Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) – Révision 4*, Études statistiques, série M No. 4/Rev.4 (Nations Unies, New York, 2008), la classification statistique des activités économiques de la CITI « est utilisée par de nombreuses organisations internationales pour la publication et l'analyse de leurs données statistiques par activité économique. Parmi ces organisations, on compte l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et d'autres organismes internationaux » (p. 6).

De son côté, la norme ICS-TIP s'inspire de deux classifications parallèles, relatives à la criminalité et aux données économiques, à savoir les suivantes :

- L'ICCS de l'ONUDC, version 1.0⁵ ;
- La CITI du DESA de l'ONU, rev. 4⁶.

Bien que conçues à d'autres fins que la mesure ou le signalement des actes de traite des personnes, ces classifications sont utiles pour enregistrer de façon harmonisée les différents aspects d'un fait de traite, ainsi que les personnes et entités concernées.

La norme ICS-TIP reprend des éléments de l'ICCS, notamment les catégories de son niveau 0204, relatif à la traite des personnes, mais elle précise les choses, en fournissant des éléments et orientations complémentaires aux États membres sur la manière de collecter et d'enregistrer les données relatives aux faits de ce type.

En outre, comme la traite des personnes est liée à l'activité économique (ou productive) par le biais de la traite aux fins de travail forcé, les catégories de production de la CITI peuvent être adaptées pour catégoriser les branches dans lesquelles les victimes ont été exploitées à des fins de travail productif.

Toutefois, il est évident que la traite des personnes ne se produit pas exclusivement dans l'économie formelle et que ce phénomène ne fait pas des victimes que dans les branches d'activités productives légales. Il convient donc d'adopter également des classifications pour les activités illicites et non productives (telles que le transport de stupéfiants ou la mendicité) et de les adapter pour qu'elles concordent le mieux possible avec les classifications des branches « régulières » de l'activité économique. La même approche a été adoptée pour les catégories associées à l'exploitation sexuelle. Lorsque des rubriques de la CITI pouvaient être utilisées pour catégoriser la branche d'activité ou la sous-catégorie de biens ou de services produits par cette forme d'exploitation, comme la production de matériel pornographique ou les services de vidéo à distance, les catégories de la CITI correspondantes sont mentionnées.

UNITÉS DE CLASSIFICATION

L'unité de classification fondamentale de la norme ICS-TIP est le fait de traite des personnes. Sur le même modèle, l'ICCS a pour unité l'infraction pénale. La

⁵ Disponible à l'adresse www.unodc.org/documents/data-and-analysis/statistics/crime/ICCS/ICCS_French_2016_web.pdf.

⁶ ONU, DESA (voir note de bas de page 4).

traite des personnes est centrée sur le fait, l'acte ou le processus de traite, tel que défini dans le protocole des Nations Unies relatif à la traite des personnes.

Néanmoins, d'autres caractéristiques de l'acte criminel, bien qu'elles ne déterminent pas la nature du délit, sont très importantes en ceci qu'elles offrent des clés fondamentales pour l'analyse et permettent d'élaborer des politiques en connaissance de cause. Il peut s'agir de caractéristiques précisant le fait en lui-même (telles que l'heure et le lieu) ou de caractéristiques concernant :

- La victime ;
- L'auteur de l'infraction ;
- L'entité déclarante⁷.

Ces caractéristiques sont traitées comme des « variables de ventilation » (c'est-à-dire des descripteurs), comme dans l'ICCS. Elles sont présentées de manière plus détaillée dans la section ci-dessous. Les trois catégories (victime, auteur et entité déclarante) sont appelées « unités de description ». La figure 1 synthétise les relations entre l'unité de classification fondamentale (ou « unité de base », soit le fait), les unités de description (victime, auteur, entité déclarante) et les variables de ventilation.

Unités de description et variables de ventilation

L'unité de base (le fait de traite) est l'unité centrale, mais compte tenu de la nature des données administratives sur la traite des personnes, il convient également de recueillir des informations sur les victimes, les auteurs et les entités concernées. Les données sur les faits de traite et sur les personnes lésées peuvent provenir de différentes sources. En effet, dans certaines situations, les seules données administratives enregistrées peuvent concerner l'auteur ou la victime et les seules informations disponibles peuvent être celles qui décrivent davantage les victimes ou les auteurs, plutôt que les faits de traite à proprement parler. Ces situations sont généralement dues au mandat, au rôle opérationnel ou à l'objectif de l'entité qui produit ou communique les données administratives en question⁸.

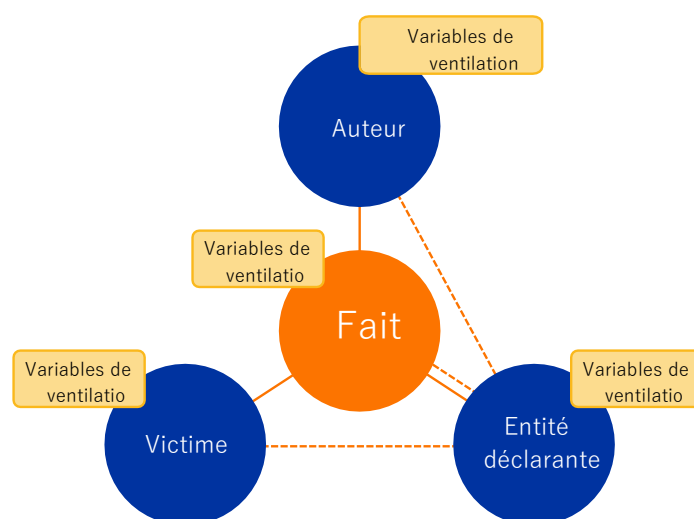
Par conséquent, dans le domaine de la traite des personnes, les variables de ventilation relatives aux victimes, aux auteurs et aux entités déclarantes sont aussi importantes que les données relatives au fait de traite lui-même (voir la figure 1).

Figure 1. Cadre de l'ICS- TIP

⁷ L'expression « entité déclarante » désigne tout organisme qui vient en aide aux victimes, qui recueille des données ou qui est concerné d'une manière ou d'une autre par le fait de traite.

⁸ Pour plus de précisions, veuillez consulter le chapitre III du manuel d'utilisation associé au présent document.

Note : Ce cadre contient les éléments d'identification qui sont nécessaires pour relier les différentes



composantes d'un dossier, mais aussi pour décomposer ces composantes à des fins opérationnelles. La couleur orange est utilisée pour l'unité de base (le fait) et le bleu foncé pour les unités de description. Les lignes pointillées relient l'entité déclarante aux trois autres unités, pour montrer que les données peuvent être ventilées par fait (unité de base), par victime ou par auteur (unités de description). Les variables de ventilation, en jaune, peuvent apporter des précisions et des caractéristiques supplémentaires sur chacune des unités.

Les données sur le fait de traite sont utiles pour comprendre des éléments essentiels tels que le contexte, le lieu où le délit a été commis et d'autres facteurs déterminants, notamment les moyens et la finalité de la traite. Des données sur les victimes sont nécessaires pour établir les profils qui présentent un risque de traite et pour donner aux personnes rescapées des informations sur les services essentiels. Les données sur les auteurs (en particulier s'ils ont été condamnés) fournissent des indications importantes sur l'action des autorités de police. En outre, des données individuelles, notamment sur les caractéristiques démographiques des victimes et des auteurs, peuvent permettre à un pays de prévenir ce type de criminalité de manière globale.

Les données sur les entités déclarantes sont une autre caractéristique importante de la norme ICS-TIP. Il est en effet essentiel d'assurer le suivi des informations relatives aux entités qui viennent en aide aux victimes, recueillent des données ou sont concernées à un autre titre par le fait de traite. Ces données peuvent être utilisées pour établir des rapports statistiques sur la prestation de services (tels que les secours aux victimes), l'assistance aux personnes rescapées et une éventuelle nouvelle exposition au fait. Elles sont également importantes pour l'obtention de données par une institution qui centralise les informations. Elles peuvent être très utiles dans les processus de gestion des données et de contrôle de la qualité, en particulier lorsqu'elles proviennent d'organismes nationaux de la société civile, potentiellement nombreux.

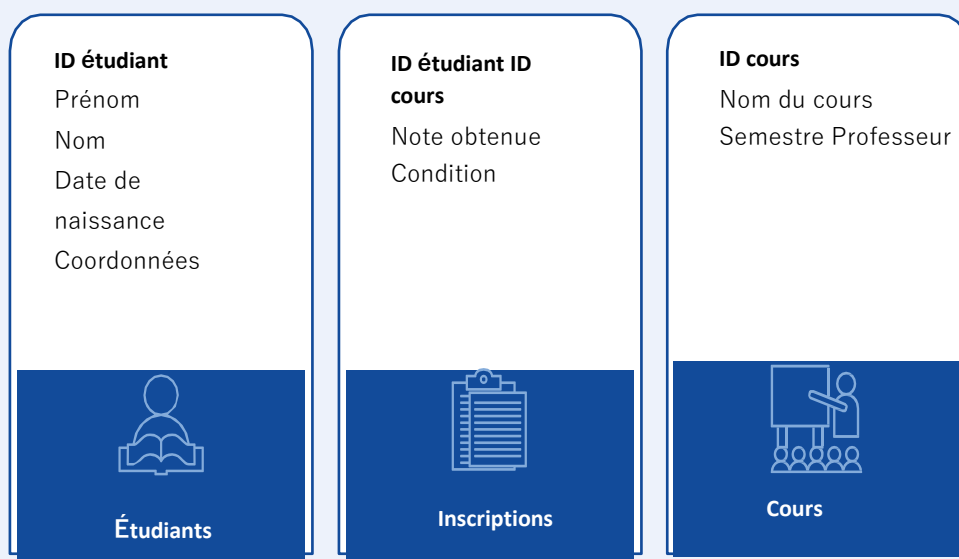
Établir des modèles de données relationnels

Disposer de variables désagrégées sur les faits, les victimes, les auteurs et les entités déclarantes se justifie aussi sur le plan pratique, parce que la traite des personnes peut se dérouler sur de longues périodes et concerner un très grand nombre d'individus (victimes et auteurs) ainsi que divers services publics et non publics (entités déclarantes). En d'autres termes, les relations de type « plusieurs à un » et « un à plusieurs » entre le fait de traite à proprement parler (l'unité de base), les auteurs, les victimes et les entités déclarantes peuvent prendre différentes formes. Un modèle de données relationnel facilite la prise en compte de cette réalité (voir l'encadré 2).

ENCADRÉ 2 : Le modèle de données relationnel

La figure 2 présente un exemple de modèle de données relationnel. Les différentes entités (étudiants, inscriptions et cours) sont toutes liées, mais chacune possède ses propres caractéristiques. Ces caractéristiques sont reliées par l'intermédiaire du « fait » principal qu'est l'inscription. Les éléments d'identification (ID) relient les étudiants aux cours, mais les données sensibles (par exemple les informations personnelles de l'étudiant) peuvent être sauvegardées au niveau de chaque entité.

Figure 2. Exemple de modèle de données relationnel



Relier

Lorsqu'elles sont organisées dans le cadre d'un modèle de données relationnel, les données de différentes unités d'analyse qui peuvent être sauvegardées à différents endroits peuvent être facilement harmonisées. La possibilité de relier des données entre individus et organismes présente de nombreux avantages, notamment pour gérer les relations de type « plusieurs à un » et « un à plusieurs » et pour faciliter les processus de gestion des données, voire la coordination.

Dissocier

Ce système d'organisation des données peut être tout aussi bénéfique lorsque l'objectif est de séparer, ou de dissocier, certaines données. L'organisation des données dans des tableaux distincts peut également faciliter la classification des données pour la gestion des risques et de la sécurité, en renforçant la protection des données et des personnes concernées tout en permettant le partage de types de données moins sensibles à des fins de recherche et d'élaboration des politiques. Lorsque les données sur les victimes présentent une utilité pour la recherche ou l'amélioration des politiques publiques (tout comme les données de recensement peuvent servir à déterminer sur quoi il faut cibler les ressources), il convient, pour plus de sécurité, de les stocker et les communiquer indépendamment des aspects liés à l'infraction et, en tous les cas, des informations sur l'auteur de celle-ci^a.

^a On trouvera des recommandations précises sur les mesures relatives à la confidentialité des données pour ce qui touche au stockage et à l'échange dans le manuel d'utilisation associé au présent document.

La classification des variables de ventilation relatives au fait de traite (unité de base), aux auteurs, aux victimes et aux entités déclarantes dans un modèle de données relationnel peut donc permettre d'obtenir un tableau plus complet du fait, au cours duquel de nombreuses personnes peuvent avoir été victimes d'exploitation, de nombreux auteurs peuvent avoir joué un rôle et de nombreuses entités peuvent avoir pris part à l'application de la loi, à l'aide apportée ou à la collecte de données⁹.

La norme ICS-TIP a été conçue de sorte à être suffisamment polyvalente pour s'adapter aux données administratives produites par des entités déclarantes de divers types, susceptibles d'avoir des processus, des objectifs et des approches de la question différents. Comme indiqué ci-dessus, le choix du modèle de données qui sera le plus utile et le plus intuitif pour un organisme produisant des données administratives dans un contexte national donné dépendra du mandat, du rôle opérationnel ou de l'objectif de cet organisme.

Aspects pratiques de l'adaptation du modèle de données relationnel à un ensemble de données bidimensionnel

Certaines administrations publiques utilisent des systèmes d'information conçus pour permettre de sauvegarder ce type de données dans une base de données relationnelle, mais beaucoup ne le font pas. Les données relationnelles peuvent être stockées de la même manière que les données non relationnelles, sans exigences techniques particulières. L'exemple du tableau 1 montre comment les variables de ventilation des différents niveaux du modèle de données de la norme ICS-TIP peuvent s'intégrer dans une simple feuille de calcul (ensemble de données bidimensionnel).

Tableau 1. Ensemble bidimensionnel de données organisées au niveau de la victime, sur la base du modèle de données relationnel

Individu	Fait	Entité déclarante
Victime 1	Fait 1	Entité déclarante 1
Victime 2	Fait 1	Entité déclarante 2
Victime 3	Fait 1	Entité déclarante 2
Victime 4	Fait 2	Entité déclarante 3
Victime 5	Fait 2	Entité déclarante 1
Victime 6	Fait 3	Entité déclarante 1

⁹ Du point de vue de la gestion de l'information, la gestion des données au moyen d'une base de données relationnelle présente de nombreux autres avantages.

Les entités déclarantes qui produisent des données administratives ont chacune leur système d'organisation des données, et des besoins opérationnels différents. La conception de la saisie des données, basée sur le modèle relationnel, peut être adaptée au contexte et aux besoins opérationnels. Par exemple, le tableau 1 présente un ensemble bidimensionnel de données sur les affaires de traite des personnes classées par victime, de sorte que chaque victime donne lieu à une nouvelle ligne et, ainsi, à un nouvel enregistrement. Cette façon d'organiser les données peut être plus naturelle pour les organismes qui fournissent et coordonnent des services de protection destinés aux victimes, par exemple. Le modèle du tableau 2, en revanche, présente un ensemble bidimensionnel de données classées par fait, dans lequel chaque fait peut être associé à plusieurs victimes (ou auteurs). Cette façon d'organiser les données peut être plus naturelle pour les organismes qui assurent le suivi des données relatives aux poursuites et aux tribunaux, par exemple.

**Tableau 2. Ensemble bidimensionnel de données
organisées au niveau du fait, sur la base du modèle de données relationnel**

Fait (ID)	Victime A	Victime B	Auteur A	Auteur B	Entité déclarante
Fait 1	Victime 1	Victime 2			Entité déclarante 1
Fait 2	Victime 3		Auteur 1	Auteu 2	Entité déclarante 2
Fait 3	Victime 4				Entité déclarante 2
Fait 4	Victime 5	Victime 6	Auteur 2		Entité déclarante 3
Fait 5	Victime 7		Auteur 3		Entité déclarante 3
Fait 6	Victime 8	Victime 2			Entité déclarante 1

Dans le dernier exemple (tableau 3), nous utilisons des variables de ventilation de la norme ICS-TIP (intitulés des colonnes), avec des données fictives dans certains champs. Dans le cas de la première ligne, il y a deux types d'exploitation différents et une victime. Pour la seconde, il y a deux victimes et un type d'exploitation.

**Tableau 3. : Modèle de sauvegarde de données relationnelles
à l'aide d'indicateurs de la norme ICS-TIP**

	Type 1	Type 2	Sta	Sxv 1	Sxv 2
Fait (ID)	Type d'exploitation	Type d'exploitation	Condition	Sexe	Sexe
Fait 1	1	3	1	1	4
Fait 2	2	s. o.	2	2	2

ORGANISATION DU CONTENU

De nombreux modèles de classification des données sont conçus et organisés autour d'un contenu thématique, ou de « méta-catégories », comme décrit dans l'ICCS. Dans cette dernière classification, le classement des infractions repose sur des critères globaux qui forment une structure hiérarchique. Les niveaux de catégorie sont déterminés en fonction de divers aspects du délit (domaine d'intervention politique concerné, cible, gravité et modes opératoires). De son côté, la CITI crée des catégories de classification en partant de grandes familles d'activités productives, qui constituent le niveau le plus élevé, à savoir les sections (par exemple, activités de fabrication, activités extractives, etc.), et en les décomposant en groupes d'activités plus précises.

La norme ICS-TIP diffère de ces modèles dans la mesure où les principaux niveaux de classification reposent sur des critères systématiques axés sur la manière dont les administrations publiques collectent des données de qualité et rendent compte du phénomène. On sait qu'il est difficile de recueillir des données sur la traite, car, souvent, le délit et l'identité des personnes concernées (victimes ou auteurs) ne sont pas révélés. Afin d'encourager et de faciliter l'établissement et la fourniture de ce type de données, la norme ICS-TIP prévoit trois niveaux de complexité progressifs, avec, d'un côté, des normes minimales, pour une collecte et une communication de données plus rudimentaires, et, de l'autre, des normes de collecte et de communication très perfectionnées, qui permettent de rendre compte de la situation de traite des personnes à l'échelle nationale de façon plus précise et détaillée.

Échelons

La liste des variables de ventilation est structurée autour de trois échelons. Le premier correspond aux données les plus indispensables. Le dernier fixe un objectif vers lequel tendre et pourrait convenir surtout pour certaines organisations ou pour l'examen d'échantillons spécifiques, plutôt que pour une mise en œuvre systématique. Les échelons ont été définis à partir d'un ensemble de critères résultant de consultations avec des experts gouvernementaux. Les critères, présentés ci-dessous, jettent les bases du cadre conceptuel utilisé pour concevoir l'approche en trois échelons recommandée pour la collecte des données. Une vue d'ensemble des deux premiers échelons est présentée dans la section suivante. L'annexe A offre une description complète des données à collecter pour les trois échelons, y compris les définitions nécessaires.

1. Faisabilité

Au sens le plus large, la norme minimale établie pour la collecte des

données doit être au moins réalisable, indépendamment des capacités existantes. Ce critère est principalement utilisé pour déterminer l'ensemble des variables de ventilation à exiger au niveau minimum (échelon 1), qui correspond aux données que toutes les administrations publiques peuvent recueillir, tenir à jour et communiquer.

2. Capacité

Ce critère est étroitement lié à la faisabilité mais va au-delà. La capacité peut être renforcée au fil du temps grâce à une meilleure coordination intergouvernementale et à des conseils techniques (on trouvera des recommandations à cet égard dans le manuel d'utilisation associé au présent document). La collecte de données nécessite des ressources et une coordination entre les ministères qui traitent la question sous différents angles et les ONG qui fournissent des services et des prestations de secours sur le terrain.

3. Besoin

Les consultations gouvernementales ont souvent révélé que, lorsque des données de bonne qualité étaient disponibles, certaines variables de ventilation étaient « indispensables », tandis que d'autres étaient considérées comme « un plus ». Le système par échelons est conçu pour donner la priorité aux variables de ventilation de la traite des êtres humains qui sont les plus nécessaires à l'échelon 1. Il est également prioritaire de cerner et de comprendre les problèmes liés à la traite des personnes au niveau national, afin de définir des mesures pour des groupes spécifiques d'individus (qu'il s'agisse d'assistance ou d'application de la loi).

4. Utilité

Des données sur la traite des personnes et des statistiques agrégées peuvent servir à toutes sortes de fins et à différents groupes. Il est essentiel de disposer de données de haute qualité pour l'action et les politiques nationales, la coordination régionale, l'établissement de rapports à l'échelle internationale et la conduite de travaux de recherche, bien que les différentes utilisations requièrent des niveaux de complexité et de précision variables. La communication de données nationales à des fins d'établissement de statistiques internationales requiert le niveau de précision le plus bas, du moins pour satisfaire aux normes internationales en vigueur en la matière. Les statistiques destinées à éclairer l'action au niveau national, comme l'assistance aux victimes et l'application de la loi, exigent en revanche des informations plus détaillées sur les divers aspects du fait de traite des personnes et les caractéristiques des victimes et des auteurs des actes en question. Des données plus complexes concernant

les flux de traite et les modes de recrutement peuvent également être utilisées dans le cadre de pactes régionaux conclus pour démanteler les réseaux criminels opérant au-delà des frontières nationales. Enfin, pour les travaux de recherche visant à produire les éléments nécessaires à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, il peut être intéressant de disposer de séries de données plus détaillées que celles que fournissent actuellement la plupart des administrations publiques, au moins en libre accès.

Échelon 1 – Variables de ventilation élémentaires

Les variables de ventilation élémentaires de l'échelon 1 sont des variables incontournables. Elles sont considérées comme standard pour la collecte des données de base nécessaires à une meilleure compréhension de la situation dans le pays aux fins de l'élaboration des politiques et de la prestation de services.

Les pays qui luttent activement contre la traite des personnes en recueillant des données et en menant des travaux de recherche peuvent avoir déjà dépassé ce stade. Toutefois, la qualité des données des indicateurs primaires reste, dans la plupart des cas, incertaine. Il convient de fixer une norme élémentaire qui puisse être appliquée par toutes les administrations publiques.

Certaines recommandations précédentes sur la collecte des données proposaient un ensemble plus complet d'indicateurs minimaux¹⁰. Les recommandations présentées ici ont pour objectif de réviser ces normes minimales sur la base des réalités concrètes auxquelles font face les administrations publiques (et les organisations de première ligne), qui n'ont pas toutes les mêmes capacités de collecte, de stockage et de communication des données administratives. La norme proposée dans le présent document donne la priorité (pour commencer) à un ensemble minimum et bien conçu de variables de ventilation comparables et de grande qualité portant sur le fait de traite, mais aussi sur la victime, l'auteur et l'entité déclarante.

Échelon 2 – Variables de ventilation avancées

Les variables de ventilation de l'échelon 2 apportent une strate d'information supplémentaire, nécessaire pour améliorer les mesures prises pour lutter contre la traite des personnes à l'intérieur et à l'extérieur des frontières nationales. Les variables de ventilation de l'échelon 1 permettent d'obtenir des chiffres de base sur les victimes et les auteurs des actes, afin de comprendre

¹⁰ Par exemple, OIM, *Guidelines for the Collection of Data on Trafficking in Human Beings, Including Comparable Indicators* (OIM/Ministère fédéral de l'intérieur d'Autriche, Vienne, 2009).

les tendances et les profils observés dans le cadre du problème de la traite des personnes au sens large. Celles de l'échelon 2 sont conçues pour brosser un tableau plus complexe qui peut éclairer la prise des décisions sur les mesures visant à lutter contre la traite des êtres humains. Alors que l'échelon 1 permet de classer les données élémentaires pour dresser un tableau de la situation au niveau national, l'échelon 2 ajoute les strates d'information nécessaires à la mise en évidence des tendances et des risques, qui sont essentiels à la définition d'une riposte nationale plus précise.

Les variables de ventilation sur le fait de traite recueillies à l'échelon 2 doivent porter sur l'ensemble du modèle classique « acte-moyens-but », en permettant de cerner les aspects du fait de traite qui déterminent la manière dont la personne a été détenue ou recrutée : la relation avec l'auteur (acte), les méthodes utilisées pour contrôler ou contraindre la personne (moyens), et des précisions supplémentaires sur le type d'exploitation auquel victime était destinée (but). Dans le cadre de cet échelon, il est également suggéré d'obtenir des informations sur le fait de traite permettant d'établir une représentation géographique du processus en question. Les variables de ventilation telles que le lieu géographique (pays) où l'auteur a rencontré la victime et le type de lieu où l'exploitation s'est déroulée peuvent permettre de prendre des mesures en tenant compte de chaque segment de ce qui constitue souvent une infraction transnationale. Les niveaux de précision supplémentaires par rapport à l'échelon 1 sont indiqués. Les champs en question peuvent être utilisés pour compléter certaines des informations recueillies dans le cadre de l'échelon 1. Par exemple, à l'échelon 1, il est recommandé de recueillir des données sur le type d'exploitation ; à l'échelon 2, il est suggéré d'ajouter la **branche d'activité** dans laquelle l'acte de travail forcé ou d'exploitation sexuelle a lieu comme niveau de détail supplémentaire.

L'échelon 2 comprend également des variables de ventilation démographiques supplémentaires sur les victimes. Les informations sur la situation matrimoniale, le nombre d'enfants et le niveau d'instruction peuvent éclairer la conduite des activités d'assistance de première ligne et permettre de déterminer les groupes susceptibles d'être plus vulnérables au recrutement aux fins d'exploitation. Les variables de ventilation supplémentaires sur les auteurs des actes de traite proposées pour cet échelon, telles que leur rôle dans le processus de traite et leur relation avec la victime, peuvent être utiles aux autorités de police.

Échelon 3 – Variables de ventilation facultatives

Bien que l'échelon 2 soit exhaustif au regard du cadre « acte-moyen-but », il est toujours possible, lorsque les ressources et les capacités le permettent, de recueillir davantage d'informations. L'échelon 3, qui est facultatif, porte sur des

données qui vont au-delà des deux séries d'informations précédentes relatives au fait. Les variables de ventilation facultatives se rapportent aux expériences individuelles qui précèdent et suivent le fait (par exemple, avant que la victime ne soit soumise à la traite et après la prestation de services).

Unités

L'unité de base et les unités de description sont définies plus haut dans le texte¹¹. Pour chacun des échelons et chacune des unités de base et de description, la norme ICS-TIP prévoit différentes variables de ventilation (pour un certain nombre de raisons, comme indiqué dans la section « Échelons » ci-dessus).

Variables et sous-variables de ventilation

Les autres niveaux de classification sont les variables et sous-variables de ventilation. Dans chaque cas, la catégorie statistique de référence est donnée. Pour les variables définies par d'autres normes de classification, telles que l'ICCS ou la CITI, la catégorie correspondante est donnée également.

Dans certains cas, il existe plusieurs niveaux de sous-variables. Tandis que des catégories agrégées telles que « Agriculture, sylviculture et pêche » (à l'échelon 2), par exemple, peuvent contenir des informations suffisantes pour la communication de statistiques au titre de la CITI, les administrations publiques et la communauté internationale peuvent souhaiter savoir si le travail forcé se produit plutôt dans la pêche ou plutôt dans l'agriculture, et dans quels sous-secteurs en particulier. A l'échelon 3 (annexe A), des sous-variables sont prévues pour classer les branches d'activité et contribuer à déterminer dans quel secteur de production le travail forcé est pratiqué. La CITI comprend beaucoup d'autres niveaux de classification, avec des sous-variables plus détaillées encore, mais ce degré de précision dépasse de beaucoup les capacités de la plupart des administrations publiques pour ce qui est de la communication d'informations sur la traite des personnes, et cela va également au-delà de ce qui semble utile dans le cadre de la présente norme de classification.

Conventions d'appellation

Les faits sont classés selon un code numérique : chaque sous-catégorie de traite (telle que la traite aux fins d'exploitation sexuelle ou de travail forcé) se voit attribuer un chiffre. D'autre part, chacune des variables de ventilation se

¹¹ Pour rappel, l'unité de base est le fait, et les unités de description sont la victime et l'auteur (comme dans l'ICCS), ainsi que l'entité déclarante.

voit attribuer un code unique à trois lettres, et chaque sous-variable soit un chiffre (ce qui donne un format de type « abc.00 »), un autre code (par exemple un code pays à trois lettres de la norme ISO 3166-1 alpha-3) ou un format simple (numérique, par exemple).

Le système de classification des données doit permettre de gérer les données relatives aux actes et aux cas individuels, qu'elles soient collectées auprès d'organismes publics ou d'ONG. Aucune variable agrégée n'est proposée, mais, grâce au modèle, il est plus facile d'agréger les données collectées en vue de compiler des statistiques aux niveau local ou national.

CLASSIFICATION

Échelon 1 – Unité de base et variables de ventilation élémentaires

Unité de base : le fait de traite

Traite des personnes (catégorie 0204 de l'ICCS)

- 1 : Traite aux fins d'exploitation sexuelle¹² (catégorie 02041 de l'ICCS)
- 2 : Traite aux fins de travail forcé (catégorie 02042 de l'ICCS)
 - 2.1 : Travail forcé ou servile (y compris servitude et servitude sous contrat)¹³
 - 2.2 : Esclavage ou pratiques analogues¹⁴
- 3 : Traite aux fins de prélèvement d'organes¹⁵ (catégorie 02043 de l'ICCS)
- 4 : Traite à d'autres fins (catégorie 02044 de l'ICCS)
 - 4.1 : Traite aux fins de mariage forcé
 - 4.2 : Enrôlement forcé (par des acteurs non étatiques)
 - 4.3 : Maternité de substitution
 - 4.4 : Adoption illégale
 - 4.5 : Autres formes d'exploitation¹⁶
- 5 : Traite à des fins inconnues¹⁷

¹² Une personne peut être victime de plusieurs types d'exploitation au cours d'un même fait de traite. Dans ce cas, plusieurs rubriques peuvent être sélectionnées. Par exemple, lors d'un mariage forcé, il est fréquent que les femmes soient victimes à la fois d'exploitation sexuelle, d'exploitation domestique et de travail forcé. Dans ce cas, les catégories 1, 2 et 4.1 peuvent toutes être sélectionnées.

¹³ La traite aux fins de mendicité forcée et d'activités illicites doit être comptabilisée dans cette catégorie, tandis que les sous-catégories correspondantes se trouvent à l'échelon 2 (**Fls.22** et **Fls.23**).

¹⁴ Conformément à l'ICCS, la norme ICS-TIP classe la traite des personnes aux fins d'esclavage ou de pratiques analogues dans la catégorie de la traite des personnes aux fins de travail forcé.

¹⁵ Comme expliqué dans le manuel d'évaluation de l'ONUDC, le « trafic d'organes » et la « traite des personnes aux fins de prélèvement d'organes » sont deux notions différentes, même si elles parfois sont utilisées de façon indifférenciée. Dans le second cas, l'objet du délit est la personne ; dans le premier, il s'agit de l'organe. Le protocole de Palerme porte sur la « traite des personnes aux fins de prélèvement d'organes », et non sur le « trafic d'organes » (voir ONUDC, *Trafficking in Persons for the Purpose of Organ Removal, Assessment Toolkit* (Nations Unies, Vienne, 2015)).

¹⁶ Pour cette catégorie, il est recommandé de prévoir un espace de texte libre, de sorte à pouvoir déterminer s'il convient d'ajouter une nouvelle forme d'exploitation en tant que sous-catégorie supplémentaire de la catégorie 4.

¹⁷ Cette catégorie est prévue pour les cas dans lesquels le but de l'exploitation est clair, alors que le type d'exploitation reste inconnu. Elle peut être utilisée pour les cas présumés de traite ou pour les groupes vulnérables.

Le tableau 4 ci-dessous présente les variables de ventilation de l'échelon 1 pour l'unité de base et les unités de description.

Tableau 4. Échelon 1 – Variables de ventilation élémentaires

Fait		Victime		Auteur		Entité déclarante ^b	
Condition	<i>sta</i>	Sexe ^a	<i>svv</i>	Sexe ^a	<i>sxp</i>	Entité ayant enregistré le fait	<i>rer</i>
Lieu géographique où le fait a été enregistré	<i>geo</i>	Âge de la victime	<i>agv</i>	Âge de l'auteur	<i>agp</i>	Type de l'entité ayant pris les décisions	<i>ret</i>
Date et heure de l'enregistrement du fait	<i>dat</i>	Victime mineure/majeure	<i>stv</i>	Auteur mineur/majeur	<i>stp</i>	Statut de l'entité décisionnaire	<i>dem</i>
Pays où a lieu l'exploitation	<i>coe</i>	Nationalité	<i>civ</i>	Nationalité	<i>cip</i>		
Pas d'exploitation (réalisée ou connue)	<i>exp</i>						

^a On enregistre ici la réponse à la question « Quel est le sexe indiqué sur votre document officiel ? ». Le sexe peut coïncider ou non avec l'identité de genre. Pour plus de précisions sur le sexe et le genre, voir l'annexe A.

^b Pour rappel, on entend par entité déclarante tout organisme qui vient en aide aux victimes, recueille des données ou est concerné à un autre titre par le fait de traite.

Échelon 2 – Variables de ventilation avancées

Le tableau 5 ci-après ainsi que les tableaux A6 et A7 de l'annexe présentent les variables de ventilation avancées de l'échelon 2 pour l'unité de base et les unités de description.

Tableau 5. Échelon 2 – Variables de ventilation avancées

Fait		Victime		Auteur		Entité déclarante	
Moyens de contrôle	<i>moc</i>	Dernier pays de résidence	<i>lcv</i>	Rôle dans le processus	<i>rpp</i>		
Etat d'avancement de l'affaire pénale	<i>ccs</i>	Situation matrimoniale	<i>msv</i>	Relation avec la victime	<i>rvp</i>		
Article du code pénal	<i>cca</i>	Nombre d'enfants	<i>ncv</i>				
Cybercriminalité	<i>cyb</i>	Langue (principale)	<i>lpv</i>				
Branche où se produit l'exploitation sexuelle	<i>ssc</i>	Langue (secondaire)	<i>lsv</i>				
<i>(niveau de précision supplémentaire^a par rapport à la rubrique 1 (Traite aux fins</i>							

<i>d'exploitation sexuelle)</i>			
Branche où se produit la traite aux fins de travail forcé	<i>fls</i>	Niveau d'instruction	<i>lev</i>
Date de début du fait	<i>dab</i>	Relation avec l'auteur de l'acte de traite	<i>rtv</i>
Date de fin du fait	<i>dae</i>		

^a Ce champs peut être utilisé pour compléter certaines des informations recueillies dans le cadre de l'échelon 1.

ANNEXE A – DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES TROIS ÉCHELONS

Échelon 1 – Unité de base et variables de ventilation élémentaires

Unité de base : le fait de traite

Traite des personnes (catégorie 0204 de l'ICCS)

Un individu impliqué dans l'incident a été visé par « le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours¹⁸ ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes ».

Une personne peut être victime de plusieurs types d'exploitation au cours d'un même fait de traite. Dans ce cas, plusieurs types d'exploitation peuvent être mentionnés. Par exemple, lors d'un mariage forcé, il est fréquent que la femme soit victime à la fois d'exploitation sexuelle, d'exploitation domestique et de travail forcé. Dans ce cas, les catégories 1, 2 et 4.1 ci-dessous peuvent toutes être sélectionnées.

1 : Traite aux fins d'exploitation sexuelle (catégorie 02041 de l'ICCS)

Il n'existe pas de définition juridiquement contraignante de l'exploitation sexuelle. Selon le glossaire des Nations Unies sur l'exploitation et les atteintes sexuelles, il s'agit du « fait de profiter ou de tenter de profiter d'un état de vulnérabilité, d'un rapport de force inégal ou de rapports de confiance à des fins sexuelles, y compris mais non exclusivement en vue d'en tirer un avantage pécuniaire, social ou politique »¹⁹.

L'ICCS ne comprend pas de définition de la traite aux fins d'exploitation sexuelle, mais il y est énoncé que l'exploitation sexuelle correspond à des « [a]ctes d'abus de situation de vulnérabilité, de pouvoir ou de

¹⁸ La condition de traite par menace ou autre forme de coercition est nécessaire pour déterminer une situation de traite d'adultes (personnes âgées de plus de 18 ans). Les enfants sont considérés comme des victimes de la traite si et quand l'acte et le but sont établis.

¹⁹ Nations Unies, *Glossaire sur l'exploitation et les atteintes sexuelles*, deuxième édition (juillet 2017), p. 5.

confiance ou recours à la force ou à la menace de recours à la force pour tirer un avantage d'ordre financier, physique, social ou politique de la prostitution ou des actes sexuel d'une personne » (étant entendu que la prostitution se définit comme, au minimum, un échange d'argent ou d'autres formes de rémunération contre des actes sexuels).

2 : Traite aux fins de travail forcé (catégorie 02042 de l'ICCS)

À l'article 2 de la convention (n° 29) de l'OIT sur le travail forcé, 1930, le travail forcé ou obligatoire est défini, aux fins de la convention, comme « tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré ».

La définition statistique figurant dans l'ICCS est très proche : « Travail ou service illégal exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré ».

2.1 : Travail forcé ou servile (y compris servitude et servitude sous contrat)

Dans ses directives concernant les statistiques du travail forcé²⁰, la Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST) propose les définitions suivantes :

À des fins statistiques, une personne est classée comme étant en situation de travail forcé lorsqu'elle exécute, au cours d'une période de référence donnée, un travail effectué sous la menace d'une peine quelconque et qui est involontaire. Ces deux conditions doivent être présentes pour satisfaire à la définition statistique de travail forcé.

- a) La période de référence peut être brève – comme la semaine dernière, le mois dernier ou la dernière saison – ou longue – comme l'an passé, les deux dernières années ou les cinq dernières années. Une brève période de référence peut convenir lorsque l'objectif est la mesure du travail forcé dans une catégorie particulière de travailleurs. Une longue période de référence peut convenir lorsque l'objectif est la mesure du travail forcé dans un groupe de la population générale.
- b) Le travail est défini conformément aux normes internationales concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous - utilisation de la main - d'œuvre adoptées par la 19^e Conférence internationale des statisticiens du travail (2013). Il comprend toutes les activités effectuées par des personnes de tout sexe et tout âge afin de produire des biens ou fournir des services destinés à la consommation par des tiers ou à leur consommation personnelle. Dans certains cas, le champ d'application de cette définition pour la mesure du travail forcé peut être élargi pour inclure des activités, comme la mendicité pour le compte de tiers, qui dépassent la portée de la production de biens et de services relevant du domaine de la production générale du Système de comptabilité nationale (SCN).
- c) La menace d'une peine quelconque s'entend des moyens de coercition utilisés pour imposer du travail à un travailleur contre son gré. Les travailleurs peuvent être effectivement victimes de

²⁰ OIT, 20^e Conférence internationale des statisticiens du travail, *Directives concernant les statistiques du travail forcé* (CIST/20/2018/Directives), par. 5.

coercition, ou menacés de l'être ou encore être témoins de la coercition imposée à d'autres travailleurs en lien avec leur travail involontaire. Ils comprennent, notamment: les menaces ou actes de violence contre des travailleurs ou la famille, les proches ou l'entourage des travailleurs ; les restrictions à la liberté de mouvement des travailleurs ; la servitude pour dettes ou la manipulation de dettes ; la retenue de salaire ou d'autres prestations promises; la rétention de documents de valeur (comme les documents d'identité ou les permis de séjour) ; et l'exploitation de la vulnérabilité des travailleurs par la privation de leurs droits, ou des menaces de licenciement ou d'expulsion.

- d) Le travail involontaire s'entend de tout travail accompli sans le consentement libre et éclairé du travailleur. Les situations qui peuvent donner lieu à du travail involontaire lorsqu'il résulte de tromperie ou que le travailleur n'avait pas été informé, incluent notamment : le recrutement forcé à la naissance ou en situation d'esclavage ou de servitude ; les situations dans lesquelles le travailleur doit accomplir contre son gré un travail d'une nature différente de celle spécifiée lors du recrutement ; les exigences abusives en matière d'heures supplémentaires ou de travail à la demande qui n'ont pas été convenues au préalable avec l'employeur ; le travail dans des conditions dangereuses auxquelles le travailleur n'a pas consenti, avec ou sans matériel de protection; le travail moyennant un salaire très bas ou sans salaire; le travail dans des conditions de vie dégradantes imposées par l'employeur, le recruteur ou une autre tierce personne ; le travail pour des employeurs autres que ceux convenus; le travail comportant un changement important par rapport aux tâches convenues; le travail pendant une période plus longue que convenu; le travail où la possibilité de résiliation du contrat de travail est limitée ou inexistante.
- e) La mesure du travail forcé devrait se rapporter non seulement au contexte d'une relation employeur - employé mais également à d'autres types de relations de travail. Elle devrait donc s'appliquer à toutes les catégories de travailleurs – employeurs, travailleurs autonomes sans employés, entrepreneurs dépendants, employés, travailleurs familiaux, stagiaires non rémunérés, bénévoles des organismes communautaires et autres travailleurs non rémunérés, tel que défini dans la résolution concernant les statistiques sur les relations de travail adoptée par la 20^e Conférence internationale des statisticiens du travail (2018).

Il n'existe pas de définition internationale de la servitude. Un document de travail de l'ONUDC²¹ donne des indications sur les différents points de vue sur ce qui peut être qualifié de servitude. Il semble que, selon la plupart des avis exprimés, « [l]a servitude devrait être comprise comme l'exploitation d'êtres humains, qui ne réunit pas tous les critères pour relever de l'esclavage »²². Dans ce même document, il est indiqué que « [l]a Loi type de l'ONUDC offre une alternative, sur la base d'une interprétation de l'interdiction de

²¹ ONUDC, *La notion d'« exploitation » dans le protocole relatif à la traite des personnes : Étude thématique* (Nations Unies, Vienne, 2015).

²² Jean Allain, « On the Curious Disappearance of Human Servitude from General International Law », *Journal of the History of International Law*, 11:304 (2009), cité dans ONUDC (voir note de bas de page 15).

la servitude énoncée dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques », à savoir que la servitude « s'entend des conditions de travail et/ou de l'obligation de travailler ou de prêter des services auxquelles une personne ne peut échapper et qu'elle ne peut changer ».

La traite aux fins de mendicité forcée et d'activités illicites doit être enregistrée dans cette catégorie, et les sous-catégories correspondantes relèvent de l'échelon 2 (**FIs.22** et **FIs.23**).

2.2 : Esclavage ou pratiques analogues

Dans la convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, l'esclavage est défini comme « l'état ou la condition d'un individu sur lequel s'exercent les attributs du droit de propriété ou certains d'entre eux ».

Selon la convention, les pratiques suivantes sont considérées comme « analogues à l'esclavage »²³ :

- le servage (« condition de quiconque est tenu par la loi, la coutume ou un accord, de vivre et de travailler sur une terre appartenant à une autre personne et de fournir à cette autre personne, contre rémunération ou gratuitement, certains services déterminés, sans pouvoir changer sa condition ») ;
- la vente d'enfants aux fins d'exploitation (« [t]oute institution ou pratique en vertu de laquelle un enfant ou un adolescent de moins de dix-huit ans est remis, soit par ses parents ou par l'un d'eux, soit par son tuteur, à un tiers, contre paiement ou non, en vue de l'exploitation de la personne, ou du travail dudit enfant ou adolescent »).

Dans l'ICCS, l'esclavage est défini comme suit: « Capture, acquisition ou cession illégales d'une personne en vue de la réduire à l'état ou à la condition d'un individu sur lequel s'exercent les attributs du droit de propriété ou certains d'entre eux; tout acte d'acquisition d'un esclave en vue de le vendre ou de l'échanger; tout acte de cession par vente ou échange d'un esclave acquis en vue d'être vendu ou échangé, ainsi que, en général, tout acte de commerce ou de transport d'esclaves » (catégorie 02031 de l'ICCS). L'esclavage et la traite des personnes sont des notions distinctes, mais qui se recoupent. L'extrait de l'ICCS cité plus haut donne de l'esclavage une définition distincte de celle de la traite des personnes aux fins d'esclavage ou de pratiques analogues.

Conformément à l'ICCS, la norme ICS-TIP classe la traite des personnes aux fins d'esclavage ou de pratiques analogues dans la catégorie de la traite des personnes aux fins de travail forcé.

3 : Traite aux fins de prélèvement d'organes²⁴ (catégorie 02043 de l'ICCS)

Un organe est une partie différenciée et vitale du corps humain formée

²³ ONUDC, *The International Legal Definition of Trafficking in Persons: Consolidation of research findings and reflection on issues raised : Issue Paper* (Nations Unies, Vienne, 2018).

²⁴ Comme expliqué dans le manuel d'évaluation de l'ONUDC, le « trafic d'organes » et la « traite des personnes aux fins de prélèvement d'organes » sont deux notions différentes, même si elles sont parfois utilisées de façon indifférenciée. Dans le second cas, l'objet du délit est la personne ; dans le premier, il s'agit de l'organe. Le protocole de Palerme porte sur la « traite des personnes aux fins de prélèvement d'organes », et non sur le « trafic d'organes » (voir ONUDC, *Trafficking in Persons for the Purpose of Organ Removal, Assessment Toolkit* (Nations Unies, Vienne, 2015)).

par différents tissus qui maintiennent sa structure, sa vascularisation et sa capacité à assurer des fonctions physiologiques avec un degré d'autonomie important²⁵.

« Les organes couramment transplantés sont le rein, le foie, le cœur, le poumon et le pancréas »²⁶. Bien qu'ils ne soient pas explicitement cités dans le Protocole des Nations Unies relatif à la traite des personnes, d'autres types d'exploitation relèvent de cette catégorie et peuvent donner lieu à des actes de traite d'êtres humains, notamment le prélèvement forcé de sang, de plasma, de cellules, de tissus ou de parties du corps.

4 : Traite à d'autres fins (catégorie 02044 de l'ICCS)

Cette catégorie englobe les actes de traite des personnes à toutes les autres fins, sauf les cas pour lesquels la fin est inconnue, qui font l'objet d'une catégorie distincte dans le présent document, en raison de leur importance.

²⁵ OMS, *Global Glossary of Terms and Definitions on Donations and Transplantation* (Genève, 2009), cité dans l'ICCS.

²⁶ Nations Unies, Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, Groupe de travail sur la traite des personnes, *Traite des personnes à des fins de prélèvement d'organes*, Document d'information établi par le Secrétariat (CTOC/COP/WG.4/2011/2 du 29 juillet 2011).

Le protocole des Nations Unies relatif à la traite des personnes laisse ouverte la question des types d'exploitation à considérer aux fins de la traite, en indiquant que l'exploitation comprend « **au minimum** » (caractères gras ajoutés) les types d'exploitation cités.

Des enquêtes sur les définitions de la traite utilisées par les pays et la façon dont les systèmes de justice pénale les appliquaient ont montré que la plupart des États approchés tenaient compte d'autres types d'exploitation que ceux qui étaient prévus par le protocole. Cette prise en compte était parfois explicite et inscrite dans la législation et parfois implicite, du fait d'une interprétation de certaines catégories d'exploitation comme applicables à d'autres pratiques, l'adoption illégale et la maternité de substitution à des fins commerciales par exemple²⁷. Ces formes d'exploitation relèvent de la présente catégorie.

4.1 : Traite aux fins de mariage forcé

Dans l'ICCS, le mariage forcé est défini comme un « [m]ariage sans consentement valide ou avec consentement obtenu par le recours à l'intimidation, la force, la fraude, la contrainte, la menace, la tromperie, l'usage de drogue ou d'alcool, l'abus de pouvoir ou de situation de vulnérabilité ». La traite de personnes aux fins de mariage forcé y est classée dans la catégorie « Traite à d'autres fins ».

Néanmoins, le cadre juridique international de référence est établi par la convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, qui contient un certain nombre de définitions. Les formes de mariage forcé assimilables à de la servitude sont définies ainsi : « Toute institution ou pratique en vertu de laquelle : i) Une femme est, sans qu'elle ait le droit de refuser, promise ou donnée en mariage moyennant une contrepartie en espèces ou en nature versée à ses parents, à son tuteur, à sa famille ou à toute autre personne ou tout autre groupe de personnes; ii) Le mari d'une femme, la famille ou le clan de celui-ci ont le droit de la céder à un tiers, à titre onéreux ou autrement; iii) La femme peut, à la mort de son mari, être transmise par succession à une autre personne ». La traite aux fins de mariage forcé ne peut relever de la traite des personnes que si tous les éléments constitutifs de l'infraction sont réunis : acte, moyens et intention d'exploitation (sauf pour les enfants, pour lesquels les

²⁷ ONUDC, *The International Legal Definition of Trafficking in Persons: Consolidation of research findings and reflection on issues raised : Issue Paper* (Nations Unies, Vienne, 2018).

moyens ne sont pas nécessaires)²⁸.

4.2 : Enrôlement forcé (par des acteurs non étatiques)

4.3 : Maternité de substitution

4.4 : Adoption illégale

4.5 : Autres formes d'exploitation

Pour cette catégorie, il est recommandé de prévoir un espace de texte libre, de sorte à pouvoir déterminer s'il convient d'ajouter une nouvelle forme d'exploitation en tant que sous-catégorie supplémentaire de la catégorie 4.

5 : Traite à des fins inconnues

Cette catégorie est prévue pour les cas dans lesquels l'intention d'exploiter ne fait pas de doute alors que le type d'exploitation reste inconnu. Elle peut être utilisée pour les cas de traite présumés ou pour les groupes vulnérables.

²⁸ Pour plus de précisions et d'orientations, voir ONUDC, *Interlinkages between Trafficking in Persons and Marriage : Issue Paper*, (Nations Unies, Vienne, 2020).

Les tableaux A1 à A4 ci-dessous présentent les variables de ventilation de l'échelon 1 pour l'unité de base et les unités de description.

Tableau A1. Échelon 1 – Variables de ventilation élémentaires pour le fait

<i>Sta</i> Statut	<i>Geo</i> Lieu géographique de l'enregistrement	<i>Dat</i> Date et heure de l'enregistrement	<i>Coe</i> Pays où l'exploitation a eu lieu	<i>Exp</i> Pas d'exploitation (réalisée ou connue)
01 : Traite confirmée (selon décision / enregistrement de l'organisme collectant les données ; voir « Ret » dans le tableau 4 ci-dessous) 02 : Suspicion de traite (examen /enquête en cours ou décision attendue) 03 : Pas en cours d'examen 04 : Pas d'information		Format de la date : jj/mm aaaa Format de l'heure : 24:00	Format : ISO 3166-1 alpha-3 (codes pays à trois lettres)	01 : Pas d'exploitation réalisée ^a 02 : Exploitation réalisée

^a Dans ce cas, on peut quand même indiquer un type d'exploitation (1 à 6), si un fait est connu.

Tableau A2. Échelon 1 – Variables de ventilation élémentaires pour la victime

<i>Sxv</i> Sexe ^a	<i>Agv</i> Âge de la victime	<i>Stv</i> Victime mineure/majeure	<i>Civ</i> Nationalité(s)
01 : Féminin 02 : Masculin 03 : Autre (O, T, X) ^b 04 : Non indiqué/non communiqué	01. 0-14 an(s) 02. 15-24 ans 03. 25-44 ans 04. 45-64 ans 05. 65 ans et plus 06. Pas d'information	01 : Mineure (17 ans ou moins) 02 : Adulte (18 ans ou plus) 03 : Pas d'information	(À la naissance/pays d'origine) Format : ISO 3166-1alpha-3, y compris un champ de texte libre pour les apatrides

^a On enregistre ici la réponse à la question « Quel est le sexe indiqué sur votre document officiel ? ». Le sexe peut coïncider ou non avec l'identité de genre.

^b O, T et X représentent les désignations de sexe figurant sur les passeports et autres documents d'identité (y compris les certificats de naissance) dans divers pays.

Tableau A3. Échelon 1 – Variables de ventilation élémentaires pour l’auteur

<i>Sxp</i> Sexe ^a	<i>Agp</i> Âge de l’auteur	<i>Stp</i> Auteur mineur/majeur	<i>Cip</i> Nationalité
1 : Féminin 02 : Masculin 03 : Autre (O, T, X) ^b 04 : Non indiqué/non communiqué	01 : 0-14 ans 02 : 15-24 ans 03 : 25-44 ans 04 : 45-64 ans 05 : 65 ans et plus 06 : Pas d’information	01 : Mineur (17 ans ou moins) 02 : Adulte (18 ans ou plus) 03 : Pas d’information	(À la naissance/pays d’origine) Format : ISO 3166-1 alpha-3, compris un champ de texte libre pour les apatrides

^a On enregistre ici la réponse à la question « Quel est le sexe indiqué sur votre document officiel ? ». Le sexe peut coïncider ou non avec l’identité de genre.

^b O, T et X représentent les désignations de sexe figurant sur les passeports et autres documents d’identité (y compris les certificats de naissance) dans divers pays.

Tableau A4. Échelon 1 – Variables de ventilation élémentaires pour l’entité déclarante

<i>Rer</i> Entité ayant enregistré le fait	<i>Ret</i> Type de l’entité ayant pris les décisions	<i>Dem</i> Statut de l’entité décisionnaire
01 : Organisation non gouvernementale (ONG) 02. Foyer 03. Police 04. Ministère public/tribunal 05. Organisme ou service public (autre que la police) 06. Autre	01 : Organisation non gouvernementale (ONG) 02. Foyer 03. Police 04. Ministère public/tribunal 05. Organisme ou service public (autre que la police) 06. Autre	01 : Légalement habilitée à reconnaître ou à identifier de manière officielle 02 : Autre

^a Pour rappel, on entend par entité déclarante tout organisme qui vient en aide aux victimes, recueille des données ou est concerné à un autre titre par le fait de traite.

Échelon 2 - Variables de ventilation avancées

Les tableaux A5 à A7 ci-dessous présentent les variables de ventilation avancées de l'échelon 2 pour l'unité de base et les unités de description.

Tableau A5. Échelon 2 – Variables de ventilation avancées pour le fait

<i>Moc</i> Moyens de contrôle	<i>Ccs</i> État d'avancement de l'affaire pénale	<i>Cca</i> Article du code pénal	<i>Cyb</i> Cybercriminalité	<i>Scs</i> Branche où se produit l'exploitation sexuelle <i>(niveau de précision supplémentaire^a par rapport à la catégorie 1 – Traite aux fins d'exploitation sexuelle)</i>	<i>Fis</i> Branche où se produit la traite aux fins de travail forcé <i>(niveau de précision supplémentaire^a par rapport à la catégorie 2 – Traite aux fins de travail forcé)</i>	<i>Dab</i> Date de début du fait	<i>Dae</i> Date de fin du fait
01.Menaces ^b 02. Tromperie ^c 03 : Violence ^d 04 : Abus de pouvoir ou d'une situation de vulnérabilité ^e 05 : Restrictions de circulation ^f 06 : Autre	01 : Pas d'affaire pénale 02 : En cours 03 : Condamnation 04 : Pas de verdict de culpabilité 05 : Acquittement	Texte libre	01 : Lié à la cybercriminalité 02 : Non lié à la cybercriminalité 03 : Sans objet 04 : Pas d'information	01 : Prostitution d'autrui 02 : Pornographie ^g 03 : Services interactifs à distance ^h 04 : Services sexuels personnels	01. Agriculture, sylviculture et pêche (CITI A) ⁱ 02. Activités extractives (CITI B) ^j 03 : Activités de fabrication (CITI C) ^k 04 : Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation (CITI D) 05 : Distribution d'eau; réseau d'assainissement; gestion des déchets et remise en état (CITI E) 06 : Construction (CITI F) ^l 07 : Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles (CITI G) ^m 08 : Transport et entreposage (CITI H) ⁿ 09 : Activités d'hébergement et de restauration (CITI I) ^o 10 : Information et communication (CITI J) ^p 11 : Activités financières et d'assurances (CITI K) 12 : Activités immobilières (CITI L) 13 : Activités professionnelles, scientifiques et techniques (CITI M) 14 : Activités de services administratifs et d'appui (CITI N) 15 : Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire (CITI O) 16 : Éducation (CITI P) 17 : Santé et activités d'action sociale (CITI Q) 18 : Arts, spectacles et loisirs (CITI R) ^q 19. Autres activités de services (CITI S) ^r 20. Activités des ménages privés employant du personnel domestique; activités non différenciées de production de	Format date : mm/aaa a	Format date : mm/aaa a

				biens et de services des ménages privés pour usage propre (CITI T) ^s 21. Activités des organisations et organismes extraterritoriaux (CITI U) 22. Activité non productive (hors du champ des systèmes de comptabilité nationale), y compris la mendicité forcée 23. Activités illicites (hors du champ des systèmes de comptabilité nationale), y compris des activités illégales non productives telles que le vol forcé et la vente de drogue ^t	
--	--	--	--	---	--

- ^a Ce champs peut être utilisé pour compléter certaines des informations recueillies au titre de l'échelon 1.
- ^b Voir la définition de l'ICCS pour la catégorie 02012 (« Menaces »).
- ^c Voir la définition de l'ICCS pour la catégorie 0709 (« Autres actes relevant de la fraude, de la tromperie ou de la corruption »).
- ^d Voir la définition de l'ICCS pour la catégorie 02011 (« Agression : recours intentionnel ou dangereux à la force physique contre une personne »).
- ^e Sont visés notamment le fait de profiter de la situation économique, émotionnelle ou migratoire d'une personne ou de la rendre dépendante, mais aussi de nombreux autres types d'abus.
- ^f Voir la définition de l'ICCS pour la catégorie 0202 (« Atteintes à la liberté : privation ou restriction de la liberté de mouvement d'une personne »).
- ^g Correspond également à la catégorie « Activités de production de films cinématographiques et vidéo, et de programmes de télévision » de la CITI, qui comprend la production de films cinématographiques, au cinéma ou non, enregistrés sur pellicule, cassette ou disque vidéo, DVD ou autre support, et destinés à être projetés directement dans des salles ou à la télévision ; les activités annexes telles que le montage, la coupe, le doublage, etc. ; la distribution de films et d'autres productions cinématographiques à d'autres établissements, ainsi que la projection de films cinématographiques ou d'autres productions. Sont incluses également les activités d'achat et de vente des droits de distribution de films cinématographiques et d'autres productions de films.
- ^h Correspond également à la catégorie « Activités créatives, arts et spectacles » de la CITI, qui comprend l'exploitation d'installations et la fourniture de services pour répondre aux besoins des clients dans les domaines de la culture et des spectacles. Ces activités comprennent la production et la promotion de spectacles en direct, d'événements et d'expositions pour le public, et la participation de celui-ci à ces activités ; la promotion de talents artistiques, de compétences créatrices ou techniques pour la production d'œuvres artistiques et de spectacles en direct. Elle comprend également la production de représentations théâtrales, de concerts et d'opéras ou de ballets et autres productions de scène.
- ⁱ Se rapporte à l'exploitation des ressources végétales et animales naturelles, à savoir la culture, l'élevage, l'exploitation forestière et l'exploitation d'autres plantes et animaux de la ferme ou de leurs habitats naturels.
- ^j Comprend l'extraction de minéraux que l'on rencontre dans la nature à l'état solide (par exemple charbon et minerais), liquide (pétrole brut) ou gazeux (gaz naturel). L'extraction peut s'effectuer par exploitation souterraine ou de surface, exploitation de puits, exploration minière des fonds marins, etc.
- ^k Comprend les activités de transformation physique ou chimique de matières, de substances ou de composants en produits nouveaux, bien que cette caractérisation ne puisse servir de critère absolu pour définir la fabrication. Les matières, substances ou composants transformés sont des matières premières, produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, des activités extractives ainsi que les produits d'autres activités de fabrication. L'altération, la rénovation ou la réfection complètes de biens sont généralement considérées comme des activités de fabrication. Les unités de fabrication sont souvent présentées comme des installations ou des usines qui utilisent des machines commandées par moteur et des équipements de manutention. Toutefois, les unités qui transforment les matières ou les substances en produits nouveaux manuellement ou au domicile du travailleur et celles qui pratiquent la vente au grand public de produits fabriqués sur le lieu même où ils sont vendus, par exemple les boulangeries et les tailleurs sur mesures, sont également classés dans cette section. Les unités de fabrication peuvent transformer les matières ou conclure avec d'autres unités des contrats pour la transformation de leurs matières pour leur compte. Les deux types d'unités sont inclus dans la fabrication.
- ^l Couvre la construction générale et des activités spécialisées de construction concernant les bâtiments et les travaux de génie civil (nouveaux travaux, travaux de réparation, d'agrandissement et de transformation, érection de bâtiments ou d'ouvrages préfabriqués sur le site et construction d'ouvrages provisoires). Les travaux de construction générale comprennent la construction complète de bâtiments d'habitation, d'immeubles de bureaux, de magasins et d'autres bâtiments à usage public et utilitaire, de bâtiments de ferme, etc., ou la construction d'ouvrages de génie civil tels qu'autoroutes, voies publiques, ponts, tunnels, voies ferrées, terrains d'aviation, ports et ouvrages hydrauliques, réseaux d'irrigation, ponts, tunnels, voies ferrées, et autres projets hydrauliques, systèmes d'irrigation, réseaux d'égouts, installations industrielles, conduites et lignes électriques, installations sportives, etc. Les travaux peuvent être entrepris pour compte propre ou à forfait ou sous contrat. Tout ou parties des travaux peuvent être sous-traités. Toute unité à laquelle incombe la responsabilité d'un projet de construction est classée dans cette catégorie, qui couvre également les travaux de réparation et d'ingénierie.
- ^m Couvre le commerce de gros et de détail (vente sans transformation) de tous les types de biens, et la prestation de services annexes à la vente de ces marchandises. Le commerce de gros et le commerce de détail sont les étapes ultimes de la chaîne de distribution de marchandises. Les biens achetés et vendus sont aussi considérés comme marchandises. La réparation de véhicules automobiles est également prise en compte dans la présente section. La vente sans transformation est réputée inclure les activités usuelles (ou les manipulations) associées au commerce, par exemple le tri, le classement et l'assemblage de marchandises, le mélange des produits (par exemple sable), la mise en bouteilles (avec ou sans nettoyage préalable des bouteilles), le conditionnement, le fractionnement, et le reconditionnement pour la distribution en lots plus petits, l'entreposage (de produits même congelés), le nettoyage et le séchage de produits agricoles, découpage de panneaux de fibres de bois ou de feuilles métalliques à titre d'activités secondaires.
- ⁿ Couvre les activités de transport même régulier de voyageurs et de marchandises, par rail, conduites, route, eau ou air, et activités auxiliaires telles que les installations de terminaux et de stationnement, la manutention du fret, l'entreposage, etc. Cette section couvre en outre la location de matériel de transport avec chauffeur ou opérateur ainsi que les activités postales et de courrier.
- ^o Couvre la fourniture d'hébergement de courte durée à des visiteurs et autres voyageurs, et la fourniture de repas complets et de boissons à consommer immédiatement. Le nombre et le type de services supplémentaires abordés dans la présente section peuvent varier considérablement. La présente section exclut les activités liées à la fourniture d'hébergement à long terme à titre de résidence principale, classées à la section « Activités immobilières ». Est exclue également la préparation de repas ou de boissons non destinés à une consommation immédiate ou qui sont vendus par l'intermédiaire de réseaux de distribution indépendants, par exemple les activités de commerce de gros ou de détail. Pour sa part, la préparation de ces aliments entre dans la section « Fabrication ».

- ^p Couvre la production et la distribution de produits d'information et de produits culturels, la fourniture de moyens de transmettre ou de distribuer ces produits, ainsi que des données ou des activités concernant les technologies de l'information et de la communication et le traitement des données et autres activités de services de l'information. Les principaux éléments de cette section sont des activités d'édition, y compris l'édition de logiciels, la production de films cinématographiques et des activités d'enregistrement sonore, des activités de programmation et de diffusion, radiodiffusion et production de programmes de télévision, des activités de télécommunications et de technologies de l'information et autres services d'information. Les activités d'édition comportent l'acquisition de droits d'auteur sur le contenu (produits d'information) et sa diffusion auprès du grand public en s'attachant à (ou prenant des dispositions pour) la reproduction et la distribution de ce contenu sous diverses formes. Toutes les formes possibles d'édition (forme imprimée, électronique ou sonore, sur Internet, comme produits multimédias tels que les ouvrages de référence sur disques compacts, etc.), sont abordées dans cette section.
- ^q Couvre un large éventail d'activités touchant aux arts, spectacles et loisirs intéressant le grand public (notamment spectacles en direct, exploitation des musées, jeux de hasard, sports et activités récréatives).
- ^r Couvre les activités d'organisations membres, la réparation d'ordinateurs et d'articles personnels et ménagers et diverses activités de services non classées ailleurs.
- ^s Voir également la définition de l'ICCS pour la catégorie 020321 (« Travail forcé aux fins de services domestiques : travail forcé aux fins de fournir des services à un ménage privé tiers »). Cette catégorie comprend les activités des ménages employant du personnel domestique (bonnes, cuisiniers, serveurs, valets de chambre, maîtres d'hôtel, blanchisseurs, jardiniers, portiers, palefreniers, chauffeurs, gardiens, gouvernantes, gardes d'enfants à domicile, précepteurs, secrétaires, etc.). Le produit de cette activité est consommé par le ménage employeur. Cette catégorie comprend des activités non différenciées de production de services de subsistance des ménages, autrement dit, les activités des ménages qui exercent diverses activités produisant des services pour leur propre subsistance. Au nombre de ces activités figurent la cuisine, l'enseignement, les soins aux membres du ménage et autres services produits par le ménage pour sa propre subsistance. Si les ménages produisent également différents biens à des fins de subsistance, ces activités sont rangées dans la catégorie des activités non différenciées de production de biens des ménages pour leur propre consommation, autrement dit, les activités des ménages qui exercent diverses activités produisant des biens pour leur propre subsistance. Ces activités comprennent la chasse et la cueillette, l'exploitation agricole, la production de logements et de vêtements et d'autres biens produits par le ménage pour sa propre subsistance. Si les ménages produisent également des biens commercialisables, ces activités sont classées dans la catégorie de production de biens appropriée de la CITI. S'ils exercent essentiellement une activité de production de biens de subsistance, elles sont également classées dans la catégorie de production de biens appropriée de la CITI.
- ^t « La CITI ne fait pas de distinction entre la production formelle et la production informelle (ou légale et illégale). Il est possible d'établir des classifications selon le type de propriété juridique, le type d'organisation ou le mode d'exploitation indépendamment de la classification selon le type d'activité économique. Des classifications qui recoupent celles de la CITI fourniront d'utiles renseignements supplémentaires ». ONU, DESA (voir note de bas de page 4), p. 12.

Tableau A6. Échelon 2 – Variables de ventilation avancées pour la victime

<i>Lcv</i> Dernier pays de résidence	<i>Msv</i> Situation matrimoniale	<i>Ncv</i> Nombre d'enfants	<i>Lpv</i> Langue (principale)	<i>Lsv</i> Langue (secondaire)	<i>Lev</i> Niveau d'instruction	<i>Rtv</i> Relation avec l'auteur
Format : ISO-3166-1 alpha-3	01 : Célibataire 02 : Marié(e) 03 : Autre union civile 04 : Divorcé(e) 05 : Veuf/veuve	Format : numérique	Format : ISO 639-2 à 3 lettres	Format : ISO 639-2 à 3 lettres	01 : Aucun 02 : Enseignement primaire 03 : Enseignement secondaire 04 : Enseignement post-secondaire	01 : Parent proche (hors conjoint) ^a 02 : Autre parent 03 : Partenaire intime/conjoint 04 : Connaissance 05 : Personne non connue de la victime 06 : Pas d'information sur la relation

^a Font partie de cette catégorie les parents, les frères et sœurs, le conjoint, les enfants et la famille recomposée (parents et enfants).

Tableau A7. Échelon 2 – Variables de ventilation avancées pour l'auteur

<i>Rpp</i> Rôle dans le processus	<i>Rvp</i> Relation avec la victime
01 : Recruteur/intermédiaire de recrutement 02 : Agent ayant transporté la personne 03 : Agent ayant transféré la personne 04 : Agent ayant logé la personne 05 : Agent ayant accueilli la personne	01 : Proche (hors conjoint) ^a 02 : Autre parent 03 : Partenaire intime/conjoint 04 : Connaissance 05 : Personne non connue de la victime

^a Font partie de cette catégorie les parents, les frères et sœurs, le conjoint, les enfants et la famille recomposée (parents et enfants).

Norme de classification internationale des données administratives relatives à la traite des personnes (ICS-TIP)

Échelon 3 - Variables de ventilation facultatives

Les variables de ventilation de l'échelon 3 sont des informations considérées comme facultatives que les administrations publiques peuvent décider de recueillir ou non. Les indicateurs en question sont utiles pour une politique et une programmation fondées sur des données probantes, mais ils peuvent être excessivement difficiles à recueillir pour la plupart des pays (même ceux qui disposent des systèmes de données les plus avancés). C'est pour cette raison que les informations de l'échelon 3 doivent être considérées comme facultatives.

Alors que les échelons 1 et 2 sont axés sur un acte de traite et font le lien entre les personnes et les organismes concernés, les variables de ventilation de l'échelon 3 portent sur des informations qui vont au-delà des données élémentaires sur le fait de traite principal. Les indicateurs ajoutés à ce niveau se rapportent aux expériences individuelles qui précèdent et suivent le fait (par exemple, avant que la victime ne soit soumise à la traite et après la prestation de services). L'échelon 3 comprend également des indicateurs relatifs aux procédures au niveau national (aide aux victimes, poursuites), y compris des informations permettant de comprendre la durée de l'acte criminel et le nombre de personnes concernées.

L'échelon 3 comprend également des précisions correspondant aux catégories de niveau 2 de la CITI, ainsi que des informations plus détaillées sur les moyens de contrôle. Au niveau de l'échelon 2, les informations sur le moyen, le but et l'acte restent élémentaires. À l'échelon 3, il s'agit de recueillir des données sur chacune de ces dimensions jusqu'à un autre niveau de sous-valeurs. La plus grande précision en ce qui concerne les méthodes utilisées par les auteurs de la traite pour contrôler leurs victimes et les approcher est importante pour les services de police. De même, grâce à cette strate d'informations supplémentaires sur le but de la traite ou le type d'exploitation, y compris sur la branche d'activité concernée, on pourra cibler plus facilement les mesures à prendre, mais aussi agir à titre préventif, en surveillant plus étroitement les secteurs concernés.

À ce niveau, les nouvelles variables de ventilation et leurs sous-valeurs peuvent contribuer à un grand nombre d'objectifs. Tout d'abord, des informations plus détaillées sur les victimes et leurs antécédents permettront aux pouvoirs publics de mieux comprendre comment prévenir la traite d'êtres humains et fournir des services appropriés. Deuxièmement, des renseignements plus précis sur les auteurs de la traite permettront de mieux cibler l'action des services de police, et notamment de porter secours à d'autres victimes ou de les dédommager. Enfin, des informations supplémentaires sur le nombre de victimes non identifiées (et non comptabilisées) permettront aux pouvoirs publics de se faire une idée plus précise de l'ampleur réelle de la traite des personnes.

Les administrations publiques déjà dotées de systèmes de gestion de

l'information avancés, que plusieurs organismes utilisent pour traiter les dossiers administratifs, peuvent être en mesure mettre en œuvre l'échelon 3 afin de recueillir des données très détaillées. Il peut s'agir de systèmes de gestion des dossiers interinstitutionnels permettant de gérer et de coordonner la fourniture de services de protection et d'aide aux victimes de la traite. Pour les administrations publiques qui ne sont pas encore en mesure de collecter systématiquement des renseignements à ce niveau de détail, mais qui sont intéressées par la collecte et la gestion de données relevant de l'échelon 3, une autre possibilité consisterait à rechercher les variables de ventilation correspondant à ce niveau de façon non systématique, pour un échantillon de cas limité par exemple, ou alors en exigeant ce niveau de précision uniquement des sources de première ligne les plus structurées.

Les tableaux A8 à A11 ci-dessous présentent les variables de ventilation facultatives de l'échelon 3 pour l'unité de base et les unités de description.

Tableau A8. Échelon 3 – Variables de ventilation facultatives pour le fait

<i>Nuv</i> Nombre de victimes connues (pour le cas)	<i>Nup</i> Nombre d'auteurs concernés	<i>Mco</i> Moyen de contact	<i>Flu</i> Sous-catégorie de la traite aux fins de travail forcé (niveau de précision supplémentaire par rapport aux rubriques 2 (Traite aux fins de travail forcé) et Fls (partie sur le fait de l'échelon 2))	<i>Mcs</i> Moyen de contrôle spécifique (niveau de précision supplémentaire par rapport à la rubrique Moc (partie sur le fait de l'échelon 2))
Format : numérique	Format : numérique	01 : Sur un lieu d'activité 02 : Dans un établissement d'enseignement 03 : Au travail 04 : Sur les réseaux sociaux en ligne 05 : Au moyen d'une annonce 06 : En ligne 07 : Par la télévision 08 : Par la presse écrite 09 : Par la famille/les rencontres familiales 10 : Par les amis/les rencontres sociales 11 : Autre	Voir la liste ci-dessous	01 : Menaces 01.01: Menaces physiques ^a 01.02: Menaces de faire appel aux forces de l'ordre ^b 01.03: Menaces contre les enfants/la famille ^c 01.04: Toutes les autres formes de menaces ^d 02 : Tromperie 02.01: Servitude pour dette ^e 02.02: Fausses promesses ^f 03 : Violence 03.01: Violence physique ^g 03.02: Atteinte sexuelle ^h 04 : Abus de pouvoir ou d'une situation de vulnérabilité 04.01 : Appropriation des revenus ⁱ 04.02 : Restriction de l'accès aux ressources financières ^j 04.03 : Restriction de l'accès aux soins médicaux ^k 04.04: Rétention de biens de première nécessité ^l 04.05 : Violence psychologique ^m 05 : Limitation des déplacements 05.01 : Substances psychoactives ⁿ 05.02 : Heures de travail excessives ^o 05.03 : Retenue de documents ^p 05.04 : Contrainte physique (dans des locaux fermés à clé, surveillés, dans un lieu éloigné, etc.) ^q 06 : Autre

^a Rubrique utilisée lorsque la personne concernée a vécu une situation dans laquelle l'individu ou les individus qui l'ont exploitée ont explicitement ou implicitement fait part de leur intention de lui causer un préjudice ou une perte, ou d'en causer à une autre personne.

^b Rubrique utilisée en cas de menaces de dénonciation ou de prise de contact avec les services de police dans le but de nuire à la personne concernée ou à une autre personne.

^c Rubrique utilisée lorsque la personne a vécu une situation dans laquelle l'individu ou les individus qui l'ont exploitée ont explicitement ou implicitement fait part de leur intention de causer un préjudice ou une perte à ses enfants ou à sa famille.

^d Il peut s'agir, par exemple, de menaces de divulgation d'informations ou de contenus personnels ou intimes.

^e La servitude pour dette est définie comme l'état ou la condition résultant du fait qu'un débiteur s'est engagé à fournir en garantie d'une dette ses services personnels ou ceux de quelqu'un sur lequel il a autorité, si la valeur équitable de ces services n'est pas affectée à la liquidation de la dette ou si la durée de ces services n'est pas limitée ni leur caractère défini (convention

supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage).

- ^f Rubrique utilisée lorsque l'individu ou les individus qui ont exploité la personne l'ont poussée ou incitée à entrer dans la situation de traite par des mensonges ou des faux prétextes.
- ^g Rubrique utilisée lorsque la personne concernée a vécu une situation dans laquelle l'individu ou les individus qui l'ont exploitée ont agi de manière à lui causer des blessures physiques, des douleurs, un handicap, la mort ou des traumatismes, que ce soit en la bousculant, en lui serrant la gorge, en la secouant, en la giflant, en lui donnant des coups de poing ou de pied, en lui tirant les cheveux, en lui infligeant des brûlures, des marques ou des tatouages, ou en utilisant contre elle une arme, leur corpulence ou leur force.

<i>Glo</i> Lieu géographique du recrutement	<i>Tlo</i> Type de lieu où se produit le recrutement	<i>Gle</i> Lieu géographique de l'exploitation	<i>Tle</i> Type de lieu où se produit l'exploitation
District administratif Sans objet	01 : Sur un lieu d'activité 02 : Dans un établissement d'enseignement 03 : En ligne 04 : Dans une résidence privée 05 : Dans un espace public 06 : Annonce dans un journal 07 : Appel téléphonique/SMS 08 : Annonce à la télévision 09 : Par la famille/les rencontres familiales 10 : Sur le lieu de travail 11 : Autre 12 : Sans objet	District administratif Sans objet	01 : Usine 02 : Ferme 03 : Entrepôt 04 : Mine ou carrière 05 : Bateau de pêche 06 : Chantier de construction 07 : Magasin 08 : Résidence privée 09 : Bar/club/cantine 10 : Hôtel/motel 11 : Maison close à façade commerciale 12 : Service d'escorte/service de livraison 13 : Bar à hôtesse/ club de striptease 14 : Maison close légale 15 : Studio d'enregistrement 16 : Maison close résidentielle 17 : Rue 18 : Relais routier 19 : Sans objet 20 : Autre

^h Rubrique utilisée lorsque la personne concernée a subi un contact sexuel non désiré ou non consenti de la part de l'individu ou des individus qui l'ont exploitée, en tant que moyen de contrôle plutôt qu'aux fins de traite, afin d'influencer son comportement. Il s'agit notamment d'actes, d'agressions ou de contacts sexuels en guise de punition, de manipulation ou de normalisation de la violence sexuelle. Il est également question des comportements coercitifs qui entravent la capacité de la personne concernée à contrôler sa vie reproductive, notamment en la forçant à interrompre ou à poursuivre une grossesse contre son gré, en manipulant le contrôle des naissances, en exposant intentionnellement une personne à une maladie sexuellement transmissible, en l'empêchant de se servir d'un préservatif et/ou en tentant de la féconder ou en la mettant enceinte sans son consentement.

ⁱ Rubrique utilisée lorsque la personne concernée a vécu une situation dans laquelle les individus qui l'ont exploitée ont confisqué sa rémunération dans le but de la contrôler.

^j Rubrique utilisée lorsque la personne concernée a vécu une situation dans laquelle l'individu ou les individus qui l'ont exploitée lui ont interdit l'accès aux fonds nécessaires à sa vie quotidienne ou à ses propres ressources financières ou ont limité cet accès. Il peut s'agir, entre autres, d'un contrôle du compte bancaire personnel ou des cartes bancaires ou de crédit d'une personne, ou d'un vol manifeste des fonds personnels de la personne concernée.

^k Rubrique utilisée lorsque l'individu ou les individus qui l'ont exploitée ont restreint l'accès de la personne concernée à des services médicaux ou de santé. Il s'agit notamment, mais pas exclusivement, du refus de soins ou de traitements médicaux nécessaires ou du contrôle de l'accès à ces traitements par l'individu ou les individus qui l'ont exploitée. Cette catégorie comprend également les situations dans lesquelles la personne concernée n'a pas pu accéder aux services de santé ou interagir avec eux sans être accompagnée ou surveillée par l'individu ou les individus qui l'ont exploitée.

^l Rubrique utilisée lorsque la personne concernée a vécu une situation dans laquelle l'individu ou les individus qui l'ont exploitée ont refusé ou restreint, ou menacé de refuser ou de restreindre, l'accès à des besoins vitaux tels que la nourriture, le logement, l'eau, l'hygiène, des vêtements appropriés ou des articles nécessaires à l'observance religieuse ou à l'expression du genre.

^m Rubrique utilisée lorsque la personne concernée a vécu une situation dans laquelle l'individu ou les individus qui l'ont exploitée ont utilisé des procédés abusifs sur le plan émotionnel, trompeurs ou sournois pour l'influencer. Il peut s'agir, entre autres, d'injures, d'insultes, d'humiliations publiques, de manipulation de déséquilibres de pouvoir réels ou perçus, ou encore du fait de couvrir la personne de honte ou de la blâmer. Il peut également s'agir d'actes visant à exploiter ou à s'en prendre aux liens familiaux ou amoureux que la personne concernée entretient avec l'individu ou les individus qui l'ont exploitée.

ⁿ Rubrique utilisée lorsque l'individu ou les individus qui ont exploité la personne concernée l'ont incitée à consommer des substances toxiques, lui ont fourni ce type de substances pour la rendre docile ou pour influencer son comportement, ou ont tiré parti d'un problème de toxicomanie existant.

^o Rubrique utilisée lorsque la personne concernée a été contrainte de travailler un grand nombre d'heures au-delà de ce qui était prévu dans son contrat ou de ce qui lui avait été promis. Il peut s'agir d'heures supplémentaires, d'horaires tardifs ou atypiques, ou d'heures de nuit ; ces modalités peuvent servir à maintenir la personne dans un état d'isolement ou dans l'incapacité de demander de l'aide ou de signaler la situation dans laquelle elle se trouve. Dans certains cas, les heures de travail peuvent être excessives au point de causer des problèmes de santé

physique ou mentale qui peuvent également limiter la capacité de la personne concernée à demander de l'aide ou à signaler la situation dans laquelle elle se trouve.

- ^p Rubrique utilisée lorsque la personne concernée a vécu une situation dans laquelle l'individu ou les individus qui l'ont exploitée ont limité, restreint ou contrôlé son accès à des documents importants, y compris, mais sans s'y limiter, son passeport, son titre de séjour, son permis de travail, sa carte d'identité, ses documents de prestations publiques, son certificat de naissance, le document attestant de son identité de genre, ses ordonnances de protection délivrées par un tribunal, ses documents de garde ou d'autres documents juridiques, officiels ou publics.
- ^q Rubrique utilisée lorsque l'individu ou les individus qui ont exploité la personne concernée l'ont isolée, l'ont confinée ou ont limité ses déplacements d'une manière ou d'une autre, que ce soit sur le plan physique ou social. Il peut s'agir de situations dans lesquelles la personne concernée est physiquement détenue, empêchée de se déplacer sans être accompagnée ou surveillée, ou dans lesquelles l'individu ou les individus qui l'exploitent appliquent des mesures de rétorsion liées à ses déplacements ou menacent de le faire. Il peut également s'agir de formes d'isolement émotionnel, notamment le fait de restreindre l'accès de la personne concernée à des dispositifs d'aide ou à des réseaux de connaissances, ou de la déplacer fréquemment afin de l'empêcher de mettre en place de tels dispositifs ou réseaux.

NOMENCLATURE DES BRANCHES D'ACTIVITÉ

Niveau de précision supplémentaire par rapport à la catégorie 2 (Traite aux fins de travail forcé) et à la catégorie Fls ([Échelon 2 – Variables de ventilation avancées pour le fait](#)).

Agriculture, sylviculture et pêche (CITI, section A)

- 01 – Culture et production animale, chasse et activités de services connexes
- 02 – Sylviculture et exploitation forestière
- 03 – Pêche et aquaculture

Activités extractives (CITI, section B)

- 05 – Extraction de charbon et de lignite
- 06 – Extraction de pétrole brut et de gaz naturel
- 07 – Extraction de minerais métalliques
- 08 – Autres activités extractives
- 09 – Activités annexes de l'extraction

Activités de fabrication (CITI, section C)

- 10 – Fabrication de produits alimentaires et de boissons
- 11 – Fabrication de boissons
- 12 – Fabrication de produits à base de tabac
- 13 – Fabrication de textiles
- 14 – Fabrication d'articles d'habillement
- 15 – Fabrication de cuir et d'articles de cuir
- 16 – Production de bois et d'articles en bois et en liège (sauf fabrication de meubles); fabrication d'articles de vannerie et de sparterie
- 17 – Fabrication de papier et d'articles en papier
- 18 – Imprimerie et reproduction de supports enregistrés
- 19 – Cokéfaction et fabrication de produits pétroliers raffinés
- 20 – Fabrication de produits chimiques
- 21 – Fabrication de préparations pharmaceutiques, de produits chimiques à usage médicinal et de produits d'herboristerie
- 22 – Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques
- 23 – Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques
- 24 – Fabrication de produits métallurgiques de base
- 25 – Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)
- 26 – Fabrication d'ordinateurs, d'articles électroniques et optiques
- 27 – Fabrication de matériels électriques
- 28 – Fabrication de machines et de matériel, n. c. a.
- 29 – Construction de véhicules automobiles, de remorques et semi-remorques
- 30 – Fabrication d'autres matériels de transport
- 31 – Fabrication de meubles
- 32 – Autres activités de fabrication
- 33 – Réparation et installation de machines et de matériel

Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation (CITI, section D)

- 35 – Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation

Distribution d'eau; réseau d'assainissement; gestion des déchets et activités de remise en état (CITI, section E)

- 36 – Collecte et traitement des eaux, distribution d'eau

- 37 – Réseau d'assainissement
- 38 – Collecte des déchets, activités de traitement et d'évacuation;
récupération des matières
- 39 – Activités de remise en état et autres services de traitement des déchets

Construction (CITI, section F)

- 41 – Construction de bâtiments
- 42 – Génie civil
- 43 – Activités de construction spécialisées

Commerce de gros et de détail ; réparation de véhicules automobiles et de motocycles (CITI, section G)

- 45 – Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles
- 46 – Commerce de gros à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles
- 47 – Commerce de détail à l'exception des véhicules automobiles et des motocycles

Transport et entreposage (CITI, section H)

- 49 – Transports terrestres, transport par conduites
- 50 – Transports par eau
- 51 – Transports aériens
- 52 – Magasinage et activités annexes des transports
- 53 – Activités de poste et de courrier

Activités d'hébergement et de restauration (CITI, section I)

- 55 – Hébergement
- 56 – Activités de services de restauration et de consommation de boissons

Information et communication (CITI, section J)

- 58 – Activités d'édition
- 59 – Activités de production de films cinématographiques et vidéo, de programmes de télévision, d'enregistrements sonores et d'édition musicale
- 60 – Activités de programmation et de diffusion
- 61 – Télécommunications
- 62 – Programmation informatique; conseils et activités connexes
- 63 – Activités de services d'information

Activités financières et d'assurances (CITI, section K)

- 64 – Activités de services financiers, à l'exception des assurances et des caisses de retraite
- 65 – Activités d'assurances, réassurance et de caisses de retraite, à l'exception de la sécurité sociale obligatoire
- 66 – Activités auxiliaires des services financiers et des assurances

Activités immobilières (CITI, section L)

- 68 – Activités immobilières

Activités professionnelles, scientifiques et techniques (CITI, section M)

- 69 – Activités juridiques et comptables
- 70 – Activités de bureaux principaux; activités de conseils en matière de gestion
- 71 – Activités d'architecture et d'ingénierie; activités d'essais et d'analyses techniques
- 72 – Recherche scientifique et développement
- 73 – Publicité et études de marché
- 74 – Autres activités professionnelles, scientifiques et techniques
- 75 – Activités de services vétérinaires

Administration et activités d'appui administratif (CITI, section N)

- 77 – Activités de location
- 78 – Activités relatives à l'emploi
- 79 – Activités des agences de voyages, voyagistes, services de réservation et activités connexes
- 80 – Activités d'enquêtes et de sécurité
- 81 – Activités des services concernant les bâtiments, architecture paysagère
- 82 – Activités d'appui administratif, de secrétariat, et autres activités d'appui aux entreprises

Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire (CITI, section O)

- 84 – Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire

Éducation (CITI, section P)

- 85 – Éducation

Santé et activités d'action sociale (CITI, section Q)

- 86 – Activités relatives à la santé
- 87 – Activités de soins de santé dispensés en établissement
- 88 – Activités d'action sociale sans hébergement

Arts, spectacles et loisirs (CITI, section R)

- 90 – Activités créatives, arts et spectacles
- 91 – Activités des bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles
- 92 – Activités de jeux de hasard et de pari
- 93 – Activités sportives et de loisirs et activités récréatives

Autres activités de services (CITI, section S)

- 94 – Activités des organisations associatives
- 95 – Activités de réparation d'ordinateurs et d'articles personnels et ménagers
- 96 – Autres activités de services personnels

Activités des ménages privés employant du personnel domestique; activités non différenciées de production de biens et de services des ménages privés pour usage propre (CITI, section T)

- 97 – Activités des ménages privés employant du personnel domestique
- 98 – Activités non différenciées de production de biens et de services des ménages privés pour usage propre

Activités des organisations et organismes extraterritoriaux (CITI, section U)

- 99 – Activités des organisations et organismes extraterritoriaux

Activités non productives (hors du champ des systèmes de comptabilité nationale)

Activités illicites (hors du champ des systèmes de comptabilité nationale)

Tableau A9. Échelon 3 - Variables de ventilation facultatives pour la victime

Atv Âge au début de la traite (victime)	Aev Âge au début de l'exploitation (victime)	Rdv Lien précis avec l'auteur <i>(niveau de précision supplémentaire par rapport à la rubrique Rtv (partie sur la victime de l'échelon 2))</i>	Giv Identité de genre ^a
Format : numérique	Format : numérique	01 : Proche (hors conjoint) 01.01 : Parent 01.02 : Belle-mère ou beau-père 01.03 : Sœur ou frère 01.04 : Demi-sœur ou demi-frère 01.05 : Enfant 01.06 : Belle-fille ou beau-fils 02 : Reste de la famille 03 : Partenaire intime/conjoint 03.01 : Partenaire intime/conjoint actuel 03.02 : Ancien partenaire intime/ancien conjoint 04 : Connaissance 04.01 : Ami 04.02 : Collègue/relation de travail 04.03 : Autorité/relations de soin (médecin, infirmier, policier, etc.) 04.04 : Autre auteur connu de la victime 05 : Personne non connue de la victime 06 : Pas d'information sur la relation	01 : Homme cisgenre ^b 02 : Homme transgenre 03 : Femme cisgenre 04 : Femme transgenre 05 : Diversité des sexes 06 : Non applicable 07 : Non connu

^a Les termes « identité de genre » et « sexe » sont parfois utilisés de façon indifférenciée mais correspondent en réalité à des notions différentes. Par « identité de genre » on entend l'expérience intime et personnelle de son genre profondément vécue par chacun, qu'elle corresponde ou non au sexe assigné à la naissance ou au genre attribué par la société (voir OIM, [SOGIESC Full Glossary of Terms](#), mis à jour en novembre 2020). L'expression de genre ne reflète pas forcément l'identité de genre. Il est important de noter qu'à aucun moment on ne doit demander à quelqu'un son identité de genre, y compris lors d'entretiens, du processus d'identification ou du processus d'assistance. La variable « identité de genre » est incluse dans cette classification en cas de divulgation volontaire. Même dans ce cas, elle ne doit être enregistrée que dans les cas où il est possible d'enregistrer et de gérer ces données sensibles en toute sécurité, et lorsque cela sert un objectif précis (par exemple, mieux comprendre le profil et les besoins des personnes selon leur identité de genre).

^b Conformément à l'engagement de l'ICS-TIP de s'aligner autant que possible sur les normes existantes, ces catégories sont tirées du [Cadre statistique sur les meurtres de femmes et de filles liés au genre \(également appelés féminicides/féminicides\)](#), produit par l'ONUDC et approuvé par la Commission de statistique des Nations Unies en 2022.

**Tableau A10. Échelon 3 – Variables de ventilation facultatives
pour l’auteur**

Rdp Lien précis avec la victime <i>(niveau de précision supplémentaire par rapport à la rubrique Rtp (partie sur l’auteur de l’échelon 2))</i>	Gip Identité de genre^a
01 : Proche (hors conjoint) 01.01 : Parent 01.02 : Belle-mère ou beau-père 01.03 : Sœur ou frère 01.04 : Demi-sœur ou demi-frère 01.05 : Enfant 01.06 : Belle-fille ou beau-fils 02 : Reste de la famille 03 : Partenaire intime/conjoint 03.01 : Partenaire intime/conjoint actuel 03.02 : Ancien partenaire intime/ancien conjoint 04 : Connaissance 04.01 : Ami 04.02 : Collègue/relation de travail 04.03 : Autorité/relations de soin (médecin, infirmier, policier, etc.) 04.04 : Autre auteur connu de la victime 05 : Personne non connue de la victime 06 : Pas d’information sur la relation	01 : Homme cisgenre^b 02 : Homme transgenre 03 : Femme cisgenre 08 : Femme transgenre 09 : Diversité des sexes 10 : Non applicable 11 : Non connu

^a Les termes « identité de genre » et « sexe » sont parfois utilisés de façon indifférenciée mais correspondent en réalité à des notions différentes. Par « identité de genre » on entend l'expérience intime et personnelle de son genre profondément vécue par chacun, qu'elle corresponde ou non au sexe assigné à la naissance ou au genre attribué par la société (voir OIM, [SOGIESC Full Glossary of Terms](#), mis à jour en novembre 2020). L'expression de genre ne reflète pas forcément l'identité de genre. Il est important de noter qu'à aucun moment on ne doit demander à quelqu'un son identité de genre, y compris lors d'entretiens, du processus d'identification ou du processus d'assistance. La variable « identité de genre » est incluse dans cette classification en cas de divulgation volontaire. Même dans ce cas, elle ne doit être enregistrée que dans les cas où il est possible d'enregistrer et de gérer ces données sensibles en toute sécurité, et lorsque cela sert un objectif précis (par exemple, mieux comprendre le profil et les besoins des personnes selon leur identité de genre).

^b Conformément à l'engagement de l'ICS-TIP de s'aligner autant que possible sur les normes existantes, ces catégories sont tirées du [Cadre statistique sur les meurtres de femmes et de filles liés au genre \(également appelés féminicides/féminicides\)](#), produit par l'ONUUDC et approuvé par la Commission de statistique des Nations Unies en 2022.

**Tableau A11. Échelon 3 – Variables de ventilation facultatives
pour l'entité déclarante**

<i>Tom</i>	<i>Tor</i>
Type d'organisme/d'entité à l'origine du signalement (le cas échéant)	Type d'organisme/d'entité à l'origine de l'orientation du cas (le cas échéant)
01 : Police	01 : Police
02 : ONG	02 : ONG
03 : Autre	03 : Autre
04 : Pas de signalement (l'organisme est le premier point de contact)	04 : Pas d'orientation (l'organisme est le premier à offrir des services)



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
17 route des Morillons, Boîte postale 17, 1211 Genève 19 (Suisse)
Tél. : +41 22 717 9111 • Fax : +41 22 798 6150
Courriel : hq@iom.int • Site Web : www.iom.int